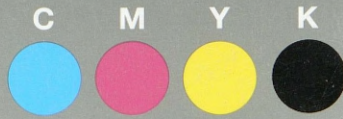
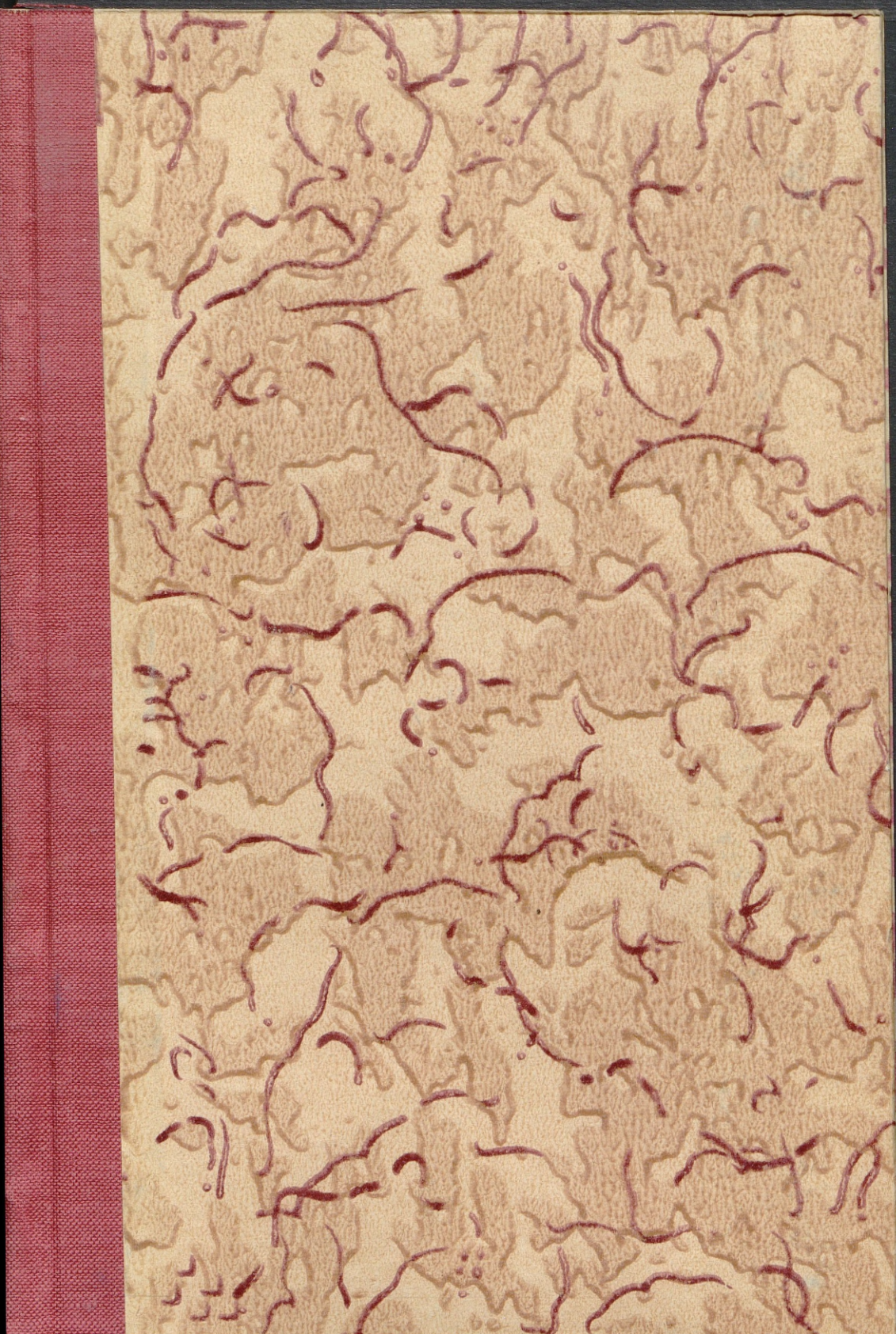


Grey Scale #13



A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19



Colour Chart #13

Blue Cyan Green Yellow Red Magenta White 3/Color Black

Centimetres

Inches



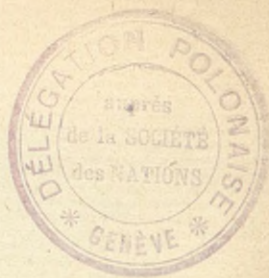


13

Bibl. et 55

KONSULAT GENERALNY
RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ
w GENEWIE

Wlad. GETTLICH
(CAPITAINE ORDON)



L'Emprise Allemande sur la Russie



PARIS
EDITIONS G. CRÈS ET C^{ie}
116, boul. Saint-Germain

GENÈVE
EDITION ATAR
11, rue de la Dôle

3244



4985

okr. zb. 1279



L'EMPRISE ALLEMANDE SUR LA RUSSIE

Le premier semestre de 1917 devait apporter un changement marqué dans la situation, acheminer vers l'écrasement définitif de l'Allemagne, c'est-à-dire permettre d'espérer la fin prochaine de la guerre.

Il n'en a pas été ainsi.

Au lieu de symptômes d'achèvement du carnage, de l'extermination mutuelle des peuples de l'Europe, ont surgi deux nouveaux faits qui, pris ensemble, par la nature même des choses, doivent prolonger la guerre : ces deux faits sont la révolution russe et la déclaration de guerre des Etats-Unis aux Empires centraux.

La participation des Etats-Unis aux opérations militaires commence à peine, et on ne saurait aujourd'hui prévoir dans quelle mesure elle fera pencher la balance en faveur de l'Entente ; mais d'autre part la révolution russe est encore loin d'avoir atteint le point culminant de l'annihilation des forces russes.

Les optimistes prétendent que ces deux faits se neutralisent, car si la révolution russe diminue les chances de victoire de l'Entente, l'entrée en ligne des Etats-Unis compense ce déficit. C'est possible, mais il n'en est pas moins vrai que le cours actuel des événements en Russie donne lieu aux plus légitimes appréhensions.

Au point de vue de l'Entente, la révolution russe elle-même ne saurait être envisagée avec pessimisme : si elle n'avait pas éclaté, une paix séparée serait déjà conclue entre les Romanoff et les Hohenzollern, et les commissaires allemands feraient aujourd'hui en Russie des réquisitions de vivres, lèveraient des recrues pour l'armée allemande qui combat en France.

Sans la révolution de mars, l'alliance franco-russe sur laquelle pendant vingt ans ont reposé toutes les combinaisons et toutes les espérances de la France aurait été brisée par une épouvantable catastrophe. Que la révolution russe corresponde mieux aux intentions de Berlin qu'à celles de Paris et de Londres, parce qu'on y est mal informé des rapports russo-allemands — c'est une autre affaire.

C'est là une triste vérité, au moment où les armées de l'Entente se préparent à passer un quatrième hiver dans les tranchées. Il est permis en un tel moment de montrer en toute évidence que la cause principale des déceptions de l'Entente en Russie est précisément cette ignorance des rapports russo-allemands. Alors que Berlin apprécie chaque facteur russe à sa juste valeur — et s'il représentait avant la guerre la Russie comme une puissance invincible, c'était uniquement pour donner des illusions à la France et inspirer des craintes à l'Autriche — la France compte sur une Russie telle qu'elle voudrait l'avoir, et non telle que celle-ci est en réalité.

Encore un motif de désenchantement : c'est le facteur éthique que n'oublie jamais la France, même en combattant contre l'Allemagne. Il était difficile à la France de penser que le gouvernement de cette Russie dans laquelle la France et la Slavie voyaient le salut contre l'Allemagne était corps et âme dévoué à cette Allemagne et détestait également les Slaves et les Français. En dressant le tableau des forces en présence, les larges masses de l'opinion française mettaient à leur actif les tendances séparatistes des peuples de l'Autriche, des Polonais de Posnanie, etc., et comptaient qu'en seraient notablement affaiblies les ressources des Européens centraux. Mais le gouvernement russe avait amené tous les peuples qui lui étaient soumis, sans en excepter les Russes eux-mêmes, à la conviction que tout changement de régime, quel qu'il fût, serait un progrès sur le tsarisme. Aujourd'hui l'Europe occidentale constate avec épouvante que l'ouvrier russe ne considère aucunement le Prussien comme un ennemi mortel, et l'Ukrainien ou le Finlandais, saturé de politique, voit en lui un allié — tout simplement — car il n'avait qu'un véritable ennemi : le gouvernement russe.

Cette haine des peuples de la Russie pour le gouvernement russe, et par conséquent aussi en une certaine mesure pour

l'idée de l'Etat russe, est issue du système qui, dès avant la guerre, n'aurait dû être un mystère pour personne. En Pologne, les enfants eux-mêmes n'ignoraient pas que par l'intermédiaire d'agents russes, c'était Berlin qui gouvernait à Pétersbourg et, par là, en Pologne. Tandis que l'enseignement polonais était persécuté et taxé de crime, tandis que l'enseignement russe, lui aussi, végétait parce qu'il n'était en somme qu'un odieux moyen de vexation, l'enseignement allemand était entouré de la protection toute particulière des autorités russes. A Lodz, par exemple, en 1908, on forçait les familles polonaises à payer des contributions pour les écoles allemandes, mais non pour les écoles polonaises. Le boycottage des marchandises allemandes en Pologne était, en 1908, officiellement défendu par le général gouverneur de Varsovie, Skallon. Le général Kaznakoff, alors à la tête de l'administration de Lodz, ne s'adressait aux habitants jamais autrement qu'en allemand. La succursale de la banque de commerce de Varsovie, à Lodz, jusqu'à ce jour conserve encore à titre de curiosité une lettre de ce haut fonctionnaire russe, écrite en allemand en réponse à une lettre écrite en russe.

La manière d'agir des Stürmer, des Protopopoff, etc., n'a pas été une surprise pour les peuples de Russie ; elle n'a été que la conséquence logique de la politique du gouvernement. Depuis cent ans, trahir l'intérêt de la Russie au profit de l'Allemagne était érigé en système par le gouvernement russe, mais nulle part avec telle ampleur que dans le royaume de Pologne, car c'est là que devait se dérouler la lutte pour l'hégémonie de l'Allemagne sur le monde. Alors qu'il n'était pas permis, sous quelque forme que ce fût, à un Polonais de Posnanie ou de Galicie d'acquérir des terres dans le royaume de Pologne, les colons allemands achetaient tous les terrains sur lesquels, plus tard, par un étrange concours de circonstances, devaient avoir lieu les rencontres décisives entre les Russes et les Allemands. Des localités comme Nowosolna, Brzeziny, Mileszki, où vers les premiers jours de décembre 1914 fut livrée la grande bataille de Lodz, dans laquelle le Grand duc Nicolas Nicolaïewitch fut à tout jamais refoulé de la frontière d'Allemagne, étaient à peu près exclusivement des colonies allemandes. Des forteresses comme Nowo-Georgiewsk, Iwangorod, Rowno, Dubno, Luck, étaient entourées d'un cor-

don de colonies allemandes. Ces colonies, depuis des dizaines d'années, étaient l'objet de la sollicitude toute particulière des autorités russes. Et c'est pour une semblable Russie que la France exigeait des Polonais une loyauté complète !

* * *

Telle était la Russie au point de vue politique, au moment où la guerre éclata. Mais si l'alliance franco-russe rendait impossible aux Français une ingérence dans les rapports entre nationalités chez son alliée, les chiffres ayant trait à la valeur économique de la Russie étaient accessibles à tous : il n'y avait qu'à les réunir et à les examiner. Mais on se contentait de mettre en regard ces quelques quantités : l'Allemagne n'a qu'un demi-million de kilomètres carrés et 65 millions d'habitants, alors que la Russie s'étend sur 22 millions et demi de kilomètres carrés et possède 175 millions d'âmes, et on en tirait la conclusion que la Russie est un réservoir inépuisable de matériel humain et de ressources économiques. On oubliait de tenir compte de ce qu'aujourd'hui, après les progrès qu'a faits la technique militaire, les masses d'hommes sans armes sont impuissantes en face de « formations » bien armées, et que les étendues les plus immenses, si elles ne sont pas cultivées, n'éviteront pas à un pays la famine. Je ne veux pas m'occuper ici de la production du matériel de guerre, car sur ce point la Russie n'a jamais pu rivaliser avec l'Allemagne. Mais dans le domaine où la Russie avait une situation prépondérante, les chiffres connus de tout le monde avertissaient de ne pas en surfaire les moyens. Car tandis que le rendement à l'hectare, en 1913, était en Allemagne de 23.62 quintaux de seigle et de 158.62 de pommes de terre, en Russie il était de 9.12 et de 74 quintaux. La production totale du sucre s'élevait en Russie avant la guerre à 1 million 530,000 tonnes, à 2.078.000 tonnes en Allemagne. Dès le début de la guerre, la production agricole s'est accrue en Allemagne de façon prodigieuse, tandis qu'en Russie la surface de 82.201.700 déciatines, cultivée en 1914, est tombée à 61.833.000 déciatines en 1916, et sans aucun doute encore plus bas en 1917.

S'il s'agit de la fourniture de ces produits là où, à un moment donné, ils sont nécessaires, c'est-à-dire sur le front, le tableau n'est pas moins sombre, car l'Allemagne compte

102 km. de voies ferrées sur 1000 km. carrés, alors que la Russie n'en possède que 9 kilomètres.

Le pays ne produit pas non plus assez de charbon ; d'ailleurs, sans tirer un coup de fusil, la Russie a abandonné ses mines les plus riches (le bassin de Dombrowa) à l'Allemagne, dès les premiers jours de la guerre. En 1912 et 1913, la houille importée de l'étranger (de Silésie prussienne) constituait 20 et 25,3 % de la consommation russe ; celle de Pologne 20.4 et 22 %, d'où il ressort que la Russie ne tirait qu'environ 55 % de son charbon des mines russes. Pour le moment il ne saurait être question d'une exploitation plus active de celles-ci ; malgré les efforts les plus énergiques du gouvernement afin d'intensifier leur production (Bassin du Don, etc.), après la perte des mines polonaises, cette production, dans le second semestre de l'année 1914 et le premier de 1915, n'a pas dépassé 260.000.000 tonnes, tandis que pour le même laps de temps, en 1913-14 (avant la guerre), elle s'était élevée à 279.000.000 de tonnes. Quant aux locomotives, même en temps de paix, la Russie n'en avait pas en nombre suffisant. Or nous avons récemment appris que, de ce parc de locomotives déjà fort réduit, 11 % à peine fonctionnent et 89 % sont hors d'usage.

Dans ces conditions, les prévisions du général Korniloff ne sont que trop justifiées : il est fort possible qu'au mois de janvier 1918, l'armée russe commence à *mourir de faim*.

La diplomatie tsariste avait, il est vrai, fort habilement dissimulé toutes ces lacunes aux yeux de ses alliés. Car, à l'aide des sphères pétersbourgeoises à sa dévotion, Berlin visait à attirer — grâce à l'alliance franco-russe — le plus possible de la fortune mobilière de la France sur le territoire russe, afin, le cas échéant, de pouvoir l'y retenir à son profit et au grand préjudice de la France. Les révélations de Bourtzew, cette correspondance authentique des deux monarques tirée des archives de Pétrograd, démontre combien était imminent ce danger. Ce monstrueux attentat a échoué. La révolution est venue contrecarrer ces combinaisons machiavéliques. Mais le danger n'a pas disparu. Même en présence de la surprise qu'a été pour les Hohenzollern le détronement des Romanoff, Berlin avec une incroyable rapidité a su mobiliser en Russie tous les éléments destructifs révolutionnaires, faire tourner le mouvement libérateur au détriment de l'Entente. Seule une connais-

sance approfondie de la situation en Russie a permis à la Prusse autocratique et militaire d'atteler au service du « roi de Prusse » les masses maximalistes déchaînées par la révolution.

* * *

« Savoir c'est pouvoir » dit une maxime allemande. La France n'était pas à même jusqu'à présent de voir clair dans les choses de Russie. Aujourd'hui les obstacles qui l'en empêchaient n'existent plus; mais nul ne saurait affirmer que dans le cours bizarre de cette guerre ne se représentera plus un moment où cette étude redeviendra impossible. La guerre n'est pas encore finie; du reste les Allemands préparent une action énergique à l'effet de mettre la main sur la Russie après la guerre, ainsi que l'auteur l'a démontré dans une brochure (*l'Allemagne et la Russie*, par le capitaine Ordon. Genève, éd. Atar, 1917) publiée au mois de janvier de 1917, c'est-à-dire avant la révolution russe. Des événements historiques imprévus ont montré que pour l'Entente les rapports russo-allemands sont une question très importante, si ce n'est la plus importante, tant au point de vue politique qu'économique, tant pendant qu'après la guerre. Ces événements ont également prouvé le bien fondé des prévisions exposées dans la susdite brochure, dès le mois de janvier 1917. Un revirement tel que la révolution russe, la chute du tsarisme, l'ébranlement de la puissance militaire de la Russie, loin de contredire les assertions contenues dans notre exposé est au contraire venu les confirmer. Il conserve sa valeur incontestable et pour la suite de la guerre, et plus encore peut-être pour la liquidation définitive de l'immense conflit.

C'est pourquoi nous n'hésitons pas à en reproduire de nombreux passages dans le présent opuscule, non pour le vain et futile plaisir de nous poser en prophète, mais parce qu'ils sont aujourd'hui comme alors d'une brûlante actualité; parce que nous serions heureux de contribuer à l'éveil qui, sous ce rapport, semble se produire dans la presse et dans l'opinion française et qui, bien tardif, n'en est que plus nécessaire. M. Bainville écrit dans *l'Eclair de Montpellier*, du 20 septembre 1917 :

« La Russie est éminemment asiatique : il n'y a pas d'événements qui aident mieux à comprendre la révolution russe que la révolution chinoise : la chute de la dynastie Tsing, en

« 1911, a eu les mêmes causes que celle de Nicolas II. Car les
« Tsing et leurs administrateurs étaient en Chine un objet
« d'importation de provenance étrangère, de même qu'en
« Russie les Romanoff (beaucoup plus Holstein-Gottorp que
« Romanoff) et leurs bureaucrates à demi-tatares et à demi-
« prussiens. »

En Russie la dépendance de la dynastie et de la bureaucratie de l'Allemagne était d'autant plus grande que ces deux éléments gouvernants étaient non seulement « objets d'importation d'étranger », mais « objets d'une continuelle tutelle allemande ». Cette tutelle était maintenue surtout par les épouses allemandes des tsars. Parmi toutes les impératrices russes, depuis Sophie d'Anhalt-Zerbst (Catherine II) jusqu'à l'extrême Alexandra, il n'y en a eu qu'une seule qui ne fut pas introduite sur le trône russe par le ministère des affaires étrangères de Berlin. Ce fut une princesse danoise sous l'influence de laquelle, son époux, Alexandre III, devint non seulement le créateur de l'Alliance franco-russe, mais aussi son sincère protecteur. Si cette alliance n'a pas réalisé toutes les espérances, il ne faut l'attribuer qu'à la puissante influence de la dernière tsarine, allemande corps et âme.

Tout membre de la dynastie de Romanoff qui ne voulait pas être un instrument docile aux intrigues de Berlin, était d'avance condamné à être écarté : ce fut le cas de Paul I lorsqu'il se détourna de la Prusse pour passer sous l'influence du premier consul : ses meurtriers furent des Allemands en chair et en os, Pahlen et Bennigsen. Le grand duc Serge, qui voulait se soustraire à l'influence de Petersbourg germanisé et s'appuyer sur Moscou, cette ville antiallemande, vraiment russe, périt au Kremlin, atteint par la bombe de conspirateurs, parmi lesquels se trouvaient les plus sûrs agents du gouvernement, comme le mal famé Azeff.

Cet attentat ne surprit pas les cercles gouvernants à Petersbourg qui en étaient informés d'avance.

Ce n'est pas seulement par les liens sacrés du mariage que Berlin tâchait de garder son influence sur les monarques russes : nous trouvons une intéressante observation à ce sujet dans les mémoires du Prince Adam Czartoryski, ami intime de l'empereur Alexandre I (Paris, Librairie Plon, 1887, pages 294 et s.):

« L'entrevue entre le tsar Alexandre I et la cour prussienne eut lieu à Memel, ville destinée à voir dans ses murs les mêmes souverains dans des positions bien différentes. Le roi Frédéric-Guillaume III se hâta de profiter sur-le-champ de son entrevue et de son intimité avec Alexandre pour s'assurer de l'assentiment et du soutien de la Russie dans les arrangements qui avaient pour but de séculariser l'Allemagne et qui se préparaient entre la Prusse et la France.

« Ce fut aussi à cette première entrevue de Memel que commença la coquetterie établie entre l'empereur de Russie et la reine de Prusse. La reine était toujours accompagnée de sa sœur favorite, la princesse de Salm. Elle était une confidente parfaite des secrètes pensées de sa sœur, elle l'eût été même de ses actions, si on l'avait voulu. A la suite de l'une des entrevues avec la cour de Prusse, l'Empereur, qui alors était fort épris autre part, me raconta qu'il avait été sérieusement alarmé par l'arrangement des chambres qui communiquaient avec la sienne et que, pour la nuit, il s'enfermait soigneusement à double tour pour que l'on ne vint pas le surprendre et l'induire à des tentations trop dangereuses qu'il voulait éviter. Il le déclara même tout bonnement aux deux princesses avec plus de franchise que de galanterie et de courtoisie. »

Alexandre I a prouvé à cette occasion plus de résistance contre les séductions de la belle reine de Prusse, que Napoléon quelques ans plus tard.

De même que les membres de la maison Romanoff, tous les autres gouvernants à Petrograde étaient sous la continue influence de Berlin.

C'est précisément ce que j'ai longuement exposé dans mon travail susmentionné, c'est ce que je dois répéter ici, car on ne saurait trop insister sur le caractère nettement antinational des tchinowniks russes, sur leur origine non russe, ce qui explique et les trahisons et les manœuvres de paix séparées, et les folies maximalistes et les succès de l'agitation allemande, et la désorganisation économique et les révoltes, et enfin la plupart des maux dont a souffert, souffre et souffrira la Russie. Et si l'on a craint l'emprise du Japon sur la Chine en décomposition, à plus forte raison doit-on redouter celle de l'Allemagne sur l'ancien Empire des Tsars menacé de s'émietter en

une poussière de peuples incapables de se gouverner eux-mêmes, par conséquent proie toute désignée à la rapacité et à l'astuce germaniques.

Nous nous sommes attaché à démontrer que l'idée directrice de la politique allemande à l'égard de l'Orient immédiat est de faire de la Russie une « sphère d'influences » exclusivement allemandes, un marché, un terrain d'exploitations allemandes, une source de la toute-puissance germanique.

Au début de la guerre, ses visées étaient encore plus vastes, car, comme nous l'avons écrit, malgré que la société allemande eût été depuis plus de cent ans élevée dans un esprit de militarisme agressif, ce n'est que la conviction inébranlable des larges masses de la population qu'une nouvelle guerre victorieuse, comme le fut celle de 1870, donnerait lieu à un gigantesque accroissement des richesses nationales, qui, au mois d'août 1914, a suscité l'enthousiasme pour la guerre. C'est par cet argument matériel que le gouvernement de Berlin a réussi à détourner « l'indignation élémentaire » du peuple allemand, provoquée par l'assassinat de Serajewo, dans une direction qui n'avait rien de commun avec Serajewo, ni avec la Serbie, et poussé les Allemands en Belgique, car la Belgique passait pour être en mesure de verser aisément une contribution de plusieurs milliards, ce but le plus réel « des grossen deutschen Kriegen ». A la conquête de cette toison d'or s'élançèrent même les socialistes allemands, ajournant leur lutte contre le tsarisme, lutte que pourtant ils avaient donnée comme motif de leur participation à la guerre offensive, provoquée par le militarisme prussien.

Cependant aujourd'hui, en présence de la prolongation inattendue de la guerre et de l'impossibilité de forcer l'adversaire à mettre bas les armes, on commence de plus en plus à se demander dans le public allemand si les opérations militaires, même les plus victorieuses, ne sont pas elles-mêmes une cause de ruine pour la prospérité allemande, au lieu d'être un moyen d'augmenter la richesse nationale. De plus en plus nettement s'accuse la disproportion entre les brillants résultats des opérations stratégiques et le résultat, probablement mesquin, de la guerre même, ne correspondant nullement aux sacrifices consentis. La certitude que les monstrueuses dépenses de la campagne devront être couvertes par la nation alle-

mande exclusivement, et non par les contributions de toute l'Europe, force les cercles dirigeants allemands à chercher les moyens de combler le déficit par des réformes à introduire dans l'organisation économique de l'Allemagne après la guerre.

Il faut d'abord renoncer en grande partie au marché occidental, car il apparaît de plus en plus clairement que le développement colonial et l'exportation en Occident devront désormais tenir compte de nombreuses et graves difficultés : éveillé par la guerre, l'antagonisme des puissances occidentales, renseignées désormais sur les méthodes et les dangers de l'expansion économique allemande, saura trouver de nombreux moyens de résistance dans la lutte économique contre l'hégémonie allemande, moyens d'autant plus puissants que l'indépendance de l'Occident à l'égard de l'Allemagne devient de plus en plus effective pendant la guerre. Celle-ci a, en effet, fait surgir de l'Occident, et non à titre provisoire, une foule de fabriques dans des branches où l'industrie allemande possédait jusqu'ici un monopole absolu, et par conséquent a restreint le champ d'action de l'Allemagne ; de là aussi des rapports de moins en moins avantageux de l'Allemagne avec l'Occident au point de vue financier. La guerre ayant nettoyé les pays occidentaux des dizaines de milliers de commis-voyageurs, d'ingénieurs, de directeurs, etc., pionniers de l'expansion allemande, a créé pour Berlin des conditions extrêmement défavorables de reconquête de ces marchés.

L'Orient seul reste ouvert comme débouché à l'Allemagne, non l'Orient mahométan qui, pour figurer à l'actif dans le bilan allemand, nécessiterait des mises de fonds énormes pendant de longues années, mais l'Orient immédiat, européen, limitrophe de l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, et, avant tout, la Russie.

La Russie, avec ses richesses naturelles, inépuisables et en grande partie même inexplorées, avec ses deux cent millions de consommateurs, est devenue par la guerre une véritable colonie, et une colonie si riche que celui qui la posséderait comme débouché aura pendant une longue suite de générations la possibilité assurée d'une prospérité sans limites.

Non seulement la guerre n'a fortifié en rien l'industrie

locale, l'appareil indispensable pour faire face aux besoins de son propre marché et de l'exploitation de ses propres richesses, mais elle a porté le plus grand désordre dans toutes les branches de la vie économique russe ; elle a réduit et désorganisé la production manufacturière russe et arraché à l'empire les provinces polonaises les plus productives au point de vue industriel.

* * *

Cependant cette guerre, quelle qu'en soit l'issue pour la Russie-Etat, n'en marquera pas moins un tournant décisif, d'une portée impossible à prévoir aujourd'hui pour le futur développement de cet empire. La guerre japonaise avait déjà donné le signal d'une renaissance de la vie intérieure russe, telle qu'en des circonstances ordinaires il eût fallu de longues années pour la réaliser, et cela par le seul fait que cette guerre avait contraint le gouvernement russe à délivrer de sa tutelle certaines branches de la vie sociale.

Mais la guerre japonaise n'a éveillé que partiellement le monde russe ; c'est seulement la guerre présente qui l'a mis tout entier sur pied. A vrai dire, on ne constate pas encore aujourd'hui de profondes et réelles modifications dans les assises essentielles de la vie russe. (*Ceci était écrit deux mois avant la révolution*). Mais par contre apparaît nettement la première manifestation de vitalité et de mouvement, s'exprimant dans un besoin énorme d'articles les plus variés chez une population qui, jusqu'ici, sauf les marchandises les plus primitives, ne consommait absolument rien. La guerre a fait naître parmi les paysans russes des besoins et des désirs d'achat, en leur donnant les moyens de les satisfaire. La solde des troupes, le renchérissement prodigieux des denrées agricoles ont procuré au peuple russe beaucoup d'argent : jamais il n'en avait eu autant. L'interdiction de la vente de l'eau-de-vie dont la consommation s'était chiffrée, en 1913, pour la Russie européenne seule, par plus de 935 millions de roubles, a permis de faire des économies inconnues jusqu'à ce jour. Les caisses d'épargne, sans parler des banques, regorgent de dépôts de fonds qui s'accumulent de jour en jour : pendant le mois de novembre 1916 ils ont augmenté de 88,600,000 roubles et se sont élevés à la somme de 3,686,300,000 roubles. Les

autres valeurs déposées dans ce même mois dans les seules caisses d'épargne de l'Etat ont crû de 109,500,000 roubles, atteignant la somme de 1,134,300,000 roubles. Les besoins du peuple russe, multipliés pendant la guerre, ne disparaîtront pas après la guerre, car le paysan russe, une fois habitué à consommer tel ou tel article, ne peut plus s'en passer. Et l'Etat russe, forcé de restaurer la vie économique sur des territoires plus grands que tout le reste de l'Europe, d'établir de nouvelles lignes de chemins de fer, de nouveaux ponts, de nouveaux hôpitaux, de nouvelles écoles, sera le plus gros acheteur sur la terre, et malgré ses dettes énormes, un acheteur solvable. En aucun domaine économique en effet, l'exploitation des richesses naturelles n'a atteint en Russie le minimum exigé par l'accroissement naturel de ces richesses. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1895 la Russie produisait 7 % à peine du coton dont elle avait besoin ; aujourd'hui elle en produit 46 %, et par une culture rationnelle pourrait largement fournir non seulement à toute sa consommation, mais encore à celle de l'Autriche et de l'Allemagne. Les plantations actuellement en exploitation dans l'Asie centrale, à Samarkand, Ferghana-Andishan, pourraient aisément tripler leur rendement ; mais des contrées entières attendent qu'on veuille bien les mettre en culture, tels, par exemple, les 500.000 hectares de la steppe de Mugan dans le Caucase, terre qui dans les champs d'expérience d'Antoniowka, au sud de Dshewat, produit un coton de qualité supérieure à celui de l'Amérique, pouvant rivaliser avec les meilleures marques égyptiennes (comme le « macco ») et qui reste absolument inculte, véritable désert, depuis de longues années objet de litige entre le Ministère russe de l'intérieur et celui de l'agriculture. Le rendement en froment d'un hectare de terre appartenant à un colon allemand dans les environs de Proskurow est quatre fois et demie plus considérable que celui d'un hectare appartenant à son voisin le paysan autochtone. On note la même proportion en ce qui concerne l'élevage du bétail. Les forêts, non exploitées, faute de routes et de chemins de fer, pourrissent sur des étendues plus grandes que certaines principautés allemandes, et au lieu de procurer des bénéfices, leur « administration » est une charge pour le budget. D'immenses gisements de pétrole sur la Peczora, découverts l'année dernière, de fer dans l'Oural, de

cuivre, de malachite, de platine, de mercure, etc., restent improductifs, sans compter tous ceux qui ne sont pas encore connus.

Toutes ces richesses représentent des milliards à la disposition de la Russie, en face de l'Europe dévastée par la guerre, richesses qui, pour de longues décades pourront garantir le paiement de toutes les importations, si lourdes soient-elles. La production ayant diminué, tandis que se sont accrus les besoins, l'importation en Russie va prendre des proportions formidables : la dernière année avant la guerre elle s'est élevée à 3,572,000,000 de francs, dont 1,460,000,000 pour la seule Allemagne. Mais jusqu'ici la Russie n'était pas le meilleur client de l'Allemagne ; sur les 10,096,500,000 marks d'exportation de ce pays, elle n'en absorbait que 1,168,000,000 de marks, soit 12 % à peine. Sur les 88 % restants, les autres pays qui aujourd'hui sont en guerre avec l'Allemagne prenaient la plus grosse part. Les Allemands doivent donc tenir compte de la diminution absolument certaine de leurs affaires sur ces marchés, et chercher des débouchés là où ils trouveront une moindre résistance contre l'expansion germanique, ou bien là où cette résistance ne sera qu'apparente, en Russie, par exemple. Il ne saurait en effet, être question d'une conjuration économique, d'un boycottage des produits allemands par les acheteurs russes. Le paysan russe achète ce que le marchand lui propose, sans s'inquiéter de la provenance de la marchandise, et le négociant allemand seul sait comment il faut parler avec le marchand russe. Ni l'exportateur anglais, ni le français, dans l'état de désorganisation où s'est trouvé jusqu'ici le commerce anglais et français avec la Russie, ne sont des concurrents redoutables pour les Allemands sur le marché russe. Mais il n'en est pas ainsi pour la production manufacturière polonaise : celle-ci peut leur tenir tête et les distancer. En effet, tandis que l'importation anglaise en Russie se chiffrait, en 1913, par 408,000,000 de francs, et la française par 87,000,000 à peine, sur 2,279,000,000 fr. de production polonaise il en passait en Russie pour 1,116,120,000 fr. Donc pour l'Allemagne, aux produits polonais substituer les siens sur le marché russe signifierait y doubler son exportation. Et détruire l'industrie polonaise en général, en prendre la place sur les marchés russes et polonais signifierait y tripler son exporta-

tion en Russie et en Pologne, et lui permettrait de plus de vendre aux prix qui lui conviendraient, sans être obligée de se conformer aux prix concurrentiels polonais, fort incommodes pour elle.

C'est dans ce sens que vient de se produire une nouvelle orientation de la politique économique allemande : la Russie doit être après la guerre un débouché exclusif pour le commerce allemand, une sorte de colonie sous la dépendance économique de Berlin, d'autant plus que par cette voie Berlin pourra le plus facilement regagner son influence momentanément perdue sur la politique étrangère de la Russie.

De par leur éducation militaire, persuadés de la supériorité de leurs méthodes de guerre sur toutes les autres, les Allemands, dans leur campagne pour la conquête économique de la Russie, appliquent aussi les principes de la stratégie :

1° Encerclement de la Russie pour la séparer des alliés qu'elle a eus jusqu'ici.

2° Suppression de l'obstacle qui barre la route directe de Berlin vers le marché russe, c'est-à-dire de la production manufacturière polonaise.

3° Formation d'un groupe destiné à une invasion effective du marché russe, afin d'y occuper les points économiques les plus importants et d'en écarter les concurrents.

* * *

« L'encerclement de la Russie par le nord devait être accompli par la conquête de la Courlande, c'est-à-dire par la mainmise sur l'embouchure de tous les fleuves, de la Vistule à la Dwina. Ces visées se sont heurtées à une forte résistance russe près de Riga, et n'ont pas d'ailleurs été très énergiquement appuyées du côté allemand, car des considérations politiques s'opposaient à une trop grande extension du front allemand vers Pétrograd ; si cette capitale avait été menacée, on aurait sans doute transporté le siège du gouvernement à Moscou, vieille cité antiallemande. D'autre part, enlever la Courlande à la Russie, c'était du même coup écarter des plus hautes fonctions de l'Etat russe des milliers de barons allemands, tels que les Korf, les Kaiserling, les Manteufel, les Meyendorf, les Lamsdorf, les Rosen, les Osten-Sacken, les Uexküll, etc., sans lesquels le gouvernement russe ne pouvait

continuer d'être, comme avant la guerre, une simple agence de la politique prussienne dans le Nord de l'Europe. »

Ceci était écrit au mois de janvier 1917. Aujourd'hui, depuis qu'après la chute des Romanoff, les barons de Courlande, en leur qualité de hauts fonctionnaires russes, ne peuvent plus continuer à exploiter la Russie au profit de l'Allemagne, celle-ci n'a plus intérêt à ce que Riga, ce centre de la bureaucratie russe à la Sturmer, continue à appartenir à la Russie. Cette ville a donc été envahie par les armées prussiennes, et les « Deutsch-Russen » Baltiques qui, encore en 1914, se disaient les plus fidèles sujets du tsar, ont accueilli Guillaume II comme un libérateur.

De plus, l'accès russe à la mer Baltique n'a pas autant d'importance et ne présente pas autant de danger de conflit de la Russie avec les intérêts allemands que l'accès à la mer Noire.

Aussi : encercler la Russie au sud, l'écartier de Constantinople, a-t-il été un dogme pour l'Allemagne, dès qu'elle est entrée dans la voie de la politique mondiale. Mais en cette affaire, ce n'est que dans la seconde moitié de 1916 qu'a été acquise une inespérée liberté d'action, modifiant soudain pour l'Allemagne ses rapports jusqu'ici fort incommodes avec la Hongrie, le plus grand obstacle à l'expansion allemande vers le sud-est.

Bismarck disait des Hongrois que c'était le peuple le plus vaniteux de l'Europe. En réalité cependant, comprenant bien la valeur de quelques autres qualités spécifiques de l'élément hongrois, il sut mettre à profit leur vanité dans l'intérêt de l'Allemagne : sans Andrassy n'aurait jamais été réalisée la Triple-Alliance, et sans la Triple-Alliance la prépondérance de l'Allemagne en Europe serait encore en expectative. C'est pourquoi les Hongrois n'ont jamais caché que l'Allemagne est leur obligée, leur doit de la reconnaissance, car sans eux le développement de l'Allemagne eût été fort limité.

Cette conviction hongroise touchant la reconnaissance due à la Hongrie par l'Allemagne, atteignit son point culminant au mois de novembre 1914, alors que l'armée du général Bohm-Ermolli, composée uniquement de troupes hongroises (IV^e corps — Budapest, sous le commandement du général Tersztyansky, XII^e corps — Nagyszeben, sous le commandement

du général Kövess), rejetée des Carpathes où elle défendait l'entrée de la Hongrie, par Kassa, Oderberg, Kreuzburg, sur Wielun et Piotrkow, barra au grand-duc Nicolas Nicolaïewitch la route de Breslau, permit à Hindenbourg de porter ses divisions vers Torun (Thorn), et de là d'exécuter vers Lodz et Koluszki, par Kutno, l'attaque sur l'aile droite russe qui décida du sort de toute la campagne. Aussi, et non sans raison, les Hongrois prétendent-ils avoir sauvé la Prusse et chassé la Russie de la Pologne. Dans cette confiance absolue en l'appui de la Prusse, il faut chercher la source de la prépondérance de la Hongrie sur Vienne; au mois de janvier 1915, par conséquent un mois à peine après la prise de Piotrkow, le président du cabinet hongrois n'ayant, à vrai dire, aucune compétence à se mêler de la politique étrangère active, trouva bon d'aller en personne à Berlin, sans passer par Vienne, de régler les rapports prusso-hongrois, de remplacer à Vienne le comte Berchtold, ministre des affaires étrangères, par sa créature, le baron Burian, d'envoyer au quartier général de la II^e armée, à Piotrkow, M. Barczy, président de la ville de Budapest, et de se placer à l'égard de Berlin sur le pied de facteur du même rang.

Berlin ne tarda pas à se convaincre que des marques de courtoisie telles que le changement de la «Königraetzerstrasse» en Budapesterstrasse, l'octroi de quelques croix de fer à des généraux et à des officiers hongrois, ne seraient pas considérés par les Hongrois comme règlement de compte définitif, et que leur vigoureux égoïsme national est plus fort que leur fameuse vanité. C'est surtout le contact de l'état-major de la IX^e armée allemande (hiver de 1914-1915 — général Mackensen, à Lodz) avec celui de la II^e armée autrichienne (général Bohm-Ermolli, puis général Kövess, à Piotrkow), dans lequel servaient des représentants des familles hongroises les plus influentes, tels que le comte Geza Andrassy, avec son fils, Szapary, Zichy, Sandor Szirmay, Reviczky, Szent Kereszty, le baron Nopcsa, de Orban, etc., des hommes politiques comme MM. Beothy, président du Parlement hongrois, Rakowsky, etc.; c'est ce contact, disons-nous, qui amena les milieux dirigeants de Berlin à penser que les relations germano-hongroises sont loin d'être un mariage indissoluble.

A l'état-major du général Bohm-Ermolli fut attaché un des meilleurs diplomates observateurs militaires allemands, le

comte Max Bethusy-Huc, major au régiment des cuirassiers de Breslau. En Hongrie on mit en vigueur tout un système d'agitation proallemande, faisant espérer aux Hongrois le changement de la monarchie austro-hongroise en monarchie Hungaro-autrichienne. Néanmoins la situation devenait de plus en plus épineuse, et, au mois de mars, les Allemands se voyaient forcés à des concessions de plus en plus marquées à l'égard des Hongrois. A l'encontre des combinaisons de Hindenbourg, on dut diriger Linsingen vers Marmaros-Szigeth, et Bohm-Ermolli, au lieu de marcher directement vers Varsovie, fut contraint de retourner à Munkacz. Le plus menu conflit hungaro-allemand menaçait d'une catastrophe, de l'échec de toute la guerre, de l'inutilité de trente ans d'efforts accumulés par l'Allemagne, à l'effet de placer Vienne dans la sujétion de Berlin et, en même temps, de paralyser l'opposition magyare contre la subordination de la Hongrie aux intérêts allemands.

Sous ce dernier rapport, la politique allemande, conduite énergiquement, de concert avec Vienne, pendant plus de trente ans contre les Hongrois, a obtenu des résultats positifs, incompréhensibles pour le reste de l'Europe, et imprévus même pour les Hongrois. Berlin voyait à merveille le péril dont était menacé le germanisme par l'aspiration opiniâtre des Hongrois à se montrer aux yeux du monde, surtout à Londres et à Washington, comme un élément autonome, indépendant de Vienne non moins que de Berlin. Ce péril était d'autant plus imminent que l'élément magyar avait su accaparer les postes diplomatiques les plus importants dans les missions à l'étranger de la monarchie des Habsbourg, et était enfin parvenu à transformer le ministère des affaires étrangères au Ballplatz en une agence magyare, sous la direction du baron Burian. Tant que les tendances impérialistes de Budapest avaient suivi une ligne parallèle avec celle des tendances impérialistes de Berlin, tout avait marché pour le mieux. Cependant, Budapest absolument indépendant était pour Berlin un obstacle sur la route de Constantinople, beaucoup plus sérieux que Vienne indépendante, et les Hongrois avaient su réunir en leurs mains les moyens de le rendre tel. D'après les premières conceptions, la guerre devait précisément détrôner à jamais l'hégémonie de l'élément magyar sur le Danube et sur la politique étrangère de la monarchie, par la fermeture des ambassades de Paris,

de Londres, de Pétrograd d'où seraient ainsi dépossédés de leurs fonctions directrices les magnats magyars tout-puissants jusqu'alors. Dans la politique intérieure de la Hongrie, la guerre devait encore arracher les rênes du pouvoir à l'audacieux élément **magyar**, au fond très antiallemand, pour le remettre à l'élément **hongrois** tout dévoué à Berlin.

Ces visées austro-allemandes à faire des rudes Magyars un élément nouveau, plus apte aux compromis et fortement germanophile, avaient été dirigées pendant ces trente dernières années avec une persévérance systématique vraiment allemande. Chaque année des milliers de Gross, de Schwartz, de Weiss, de Stern s'étaient infiltrés en Hongrie où ils s'étaient métamorphosés en Nagy, Feher, Fekete, Szterenyi, etc. Avec le temps ces néohongrois, parlant pour le moment, tant que les conjonctures l'exigeaient, très haut et très ostensiblement le hongrois, ne tardèrent pas à s'emparer de tout le commerce, de toutes les fonctions, des universités du pays, à prendre en ferme presque toute la propriété foncière. Pour ce nouvel élément, commerçant par excellence, la Hongrie, entourée du mur des Carpathes, était un trop petit champ d'activité : ce n'est que par la fusion des affaires hongroises avec les affaires allemandes que pouvait réellement être exploitée une situation très lucrative, surtout à partir du moment où la Hongrie allait devenir un couloir allemand vers Bagdad. C'est en cette combinaison de la communauté des intérêts de Budapest avec ceux des cercles financiers de Berlin que consiste l'idée du nouveau consortium politico-commercial, généralement connu aujourd'hui sous le nom de « Mittel-Europa ». Naturellement, dans cette nouvelle raison sociale, dix ans après la guerre, nulle autre langue que l'allemand ne semblerait devoir être obligatoire ; il n'y serait pas non plus question de subordonner les buts allemands à d'autres, à des buts hongrois, par exemple. L'Allemand tient en trop haut prix son énergie pour la gaspiller à apprendre une langue semi-asiatique ; il connaît trop bien la valeur du temps pour le perdre à se demander en quelle station hongroise, à quarante minutes de Vienne ou d'Oderberg, ce que signifie « Kimenet » ou « Bemenet » (Entrée. Sortie). L'élément néohongrois ne se montrerait certainement pas intraitable sous ce rapport, et les Gross, Klein, Stern, frais émoulus Magyars, se remettraient vite à l'allemand « dans

l'administration de la maison Mittel-Europa », tout en continuant à se servir du hongrois pour exploiter le paysan magyar.

L'intérêt de l'Allemagne exige impérativement que l'élément néohongrois s'accroisse numériquement, et qu'au contraire s'affaiblisse l'élément magyar. C'est pourquoi les régiments purement magyars (par exemple le 82^e, le 62^e, le 39^e, etc.) commandés par des officiers magyars meurent « pour le roi de Prusse », à des postes intenables (la brigade Szende, le 2 mai 1915, etc.), tandis que les cafés de Budapest regorgent de jeunes et vigoureux néohongrois, dont les traits caractéristiques rappellent beaucoup ceux des banquiers de Berlin ou de Francfort. Ils se conservent pour conserver à la Hongrie une nouvelle race qui n'a de commun avec Attila ou Arpad que ce que Constantin a de commun avec Thémistocle. Ils se préparent à jouer le grand rôle qui leur est assigné après la guerre, et en attendant, à des prix fabuleux, ils vendent du blé aux veuves et aux orphelins des honveds magyars tués à la guerre.

Pendant cette guerre s'est trop prolongée pour que les éléments vieux magyars n'ouvrissent pas enfin les yeux sur le danger qui les menaçait. L'occupation de la Serbie et de l'Albanie, la mainmise de Berlin sur la Bulgarie ont révélé aux Hongrois, jusqu'à présent à l'aile méridionale des puissances centrales, qu'ils ne se trouvaient pas dans une situation leur permettant d'avoir voix décisive, en n'importe qu'elle direction, qu'ils étaient comprimés de toutes parts. Les régiments hongrois, les honveds mêmes, indépendants de Vienne, se virent tout à coup dispersés sur tout l'immense front oriental, sous le commandement de l'Allemagne. La guerre contre l'Italie, amie traditionnelle de la Hongrie, montra aux Hongrois qu'une seule route leur restait maintenant ouverte : celle de Berlin. Et Berlin, pour avoir la paix au sud-est, exigea des Hongrois les concessions les plus larges en faveur des Roumains de Transylvanie. Aussi se firent bientôt jour des conflits de plus en plus aigus (projet d'exclusion de la langue allemande des programmes des écoles, démêlés entre le maréchal Mackensen et les autorités de Temesvar, etc.). D'autre part le trop fameux « professorisme » pangermaniste se mit à sonner l'alarme, et persuadé qu'après la prise de Belgrade l'Allemagne pouvait dicter la loi

à l'univers entier, demanda une énergique répression « des « *madiarischen Grossenwahns* » (de la mégalomanie magyare) et leur subordination, comme celle des Slovaques, des Croates, des Tchèques, aux intérêts « *der grossen deutschen Sache* » (de la grande cause allemande). Le gouvernement allemand fit tout ce qu'il put pour empêcher qu'on ne le poussât à abattre trop tôt ses cartes ; la censure berlinoise, avec un zèle digne d'une meilleure cause, traqua toute brochure soulevant un coin du voile sous lequel se dérobaient les plans allemands, peu susceptibles en effet d'encourager les Hongrois à continuer la lutte : « *Hamburg-Bagdad* (Hambourg-Bagdad), « *Oesterreichs innere Linie* » (Les lignes intérieures autrichiennes), « *Das grösste Hinderniss in der deutschen Vorrückung gegen Bagdad* » (Le plus grand obstacle à la poussée allemande vers Bagdad), surtout les livres fort imprudents du professeur Lezius de Koenigsberg. En vain s'évertuèrent à cacher ces desseins les autorités allemandes ; en vain combla-t-on les Hongrois de faveurs et distribua-t-on des croix de fer à qui-conque avait un accent hongrois : les hommes politiques hongrois virent bientôt clairement que la liberté de la Hongrie était avant tout menacée du côté de Berlin. Le parti « de l'indépendance » résolut de défendre la réelle indépendance de la Hongrie. Par une action énergique et en dépit des intentions de Berlin, on réussit, au mois de mai 1916, à concentrer les régiments hongrois plus près de la frontière hongroise, sous le commandement de généraux hongrois (Koevess, Fath, même de certains généraux, congédiés d'abord au cours de la guerre, puis rappelés en activité, comme Tersztyansky) et enfin à sommer, à l'encontre des lois constitutionnelles, le ministre commun des affaires étrangères de se présenter devant le Parlement hongrois. Les Allemands durent consentir à tout, car le spectre de l'abandon des puissances centrales par la Hongrie grandissait de jour en jour à leurs yeux. On en arriva à un moment critique pour Berlin, mais aussi pour la Roumanie. Au cas d'un rapprochement quelconque de la Hongrie avec l'Entente, c'en était fait à tout jamais des rêves roumains d'annexion de la Transylvanie. La Roumanie se décida à entrer dans la mêlée et sauva l'Allemagne. Par leur transfert, extraordinairement hardi, du centre de gravité des opérations militaires de la ligne intérieure sur le terrain de la

Roumanie, c'est-à-dire sur une ligne tout à fait extérieure, les Allemands hâtèrent l'entrée de la Roumanie dans l'Entente pour leur triomphe momentané.

* * *

Mais cette hardie conception stratégique n'ayant été possible que par la trahison de Stürmer est, sous le rapport politique, peut-être plus importante encore que sous le rapport militaire. Sans parler de la Roumanie elle-même, de la possibilité d'une paix séparée entre celle-ci et les puissances centrales, et de l'impression que le sort de la Roumanie a faite sur les autres nations, neutres jusqu'ici, la conquête de la Valachie et de la Dobrutjcha a changé tout d'un coup les rapports entre la Hongrie et l'Allemagne : du rôle de « sauveur » et d'alliée égale de l'Allemagne, elle est déchue à celui d'une des nombreuses nations de la « Mittel-Europa » et d'une nation tenue plus que tout autre faisant partie de cette nouvelle conception politique, à être reconnaissante envers l'Allemagne qui a sauvé la Transylvanie.

« Dans ces conditions, il ne sera pas difficile à l'Allemagne
« de revenir au projet de la grande Ukraine, tant de fois agité
« dans les entretiens de l'empereur Guillaume avec l'archiduc
« François-Ferdinand, de l'Ukraine qui doit diviser et tenir en
« échec les trois concurrents de l'expansion allemande vers la
« mer Noire : la Russie, la Pologne et la Hongrie. Ce plan mis
« à exécution, il y a de longues années, à l'initiative et sous la
« direction de Berlin, à Vienne et à Léopol, annihilé un mo-
« ment par l'occupation de la Galicie orientale par les Russes,
« maintenant que les armées allemandes sont sur le Sereth,
« devient de nouveau d'une évidente actualité. (« L'Allemagne
« et la Russie », p. 17.)

C'est sur le terrain de « l'Ukraine libre » que Berlin avant toute autre manœuvre a essayé d'assujettir l'Orient de l'Europe à sa suprématie. Les intrigues des Lénine, des Grimm, des Nachamkes etc. de tous les éléments destructifs n'étaient qu'un facteur de second ordre dans le plan gigantesque qui consistait à séparer l'Ukraine de la Russie, et à conclure une paix séparée avec la partie la plus importante de l'ancien empire des Romanoff, sans laquelle la Russie serait privée

de ses greniers, de ses mines de houille, et enfin d'accès à la Mer Noire.

L'attaque avait été préparée avec une minutie toute prussienne, et dans les derniers temps, en mai et juin de cette année, avec une fébrile prévoyance. A se borner à la seule activité d'un groupe d'étrangers installés à cette époque dans un des principaux hôtels de Genève, on pourrait écrire des volumes de curieuses études historiques. Des individus qui n'avaient jamais mis les pieds en Ukraine, se mirent en Suisse à organiser une révolution ukrainienne, afin de détacher cette province de la Russie, et apportèrent à leur besogne un zèle aussi ardent que si dans leurs veines avaient coulé le sang de Mazeppa.

La Suisse était un terrain d'autant mieux choisi pour ce genre de menées que Mgr. André Szeptycki, métropolite de Léopol, chef du mouvement ukrainien, en rentrant de Russie à son siège archiépiscopal, se trouvait de passage en Suisse et séjournait à Lausanne et Fribourg.

La mise en œuvre de la question ukrainienne pour obtenir l'écrasement de la Russie devait coïncider avec le coup d'Etat maximaliste à Pétrograde, avec une insurrection ukrainienne à Kiew et avec une offensive austro-allemande sur Kiew par Tarnopol et Proskurow, afin de donner la main à cette insurrection. Ce plan arrêté dans ses moindres détails, on commença à le mettre à exécution le 16 juillet 1917 (offensive du général Bohm-Ermolli), non sans de notables succès immédiats. Cependant, comme il est arrivé pour la plupart des grandes conceptions allemandes, on ne réussit pas tout d'abord à parvenir au but. C'était la première opération austro-allemande qui, pendant cette guerre, éveillât à Budapest une joie qui n'était pas sans mélange : l'Ukraine restant dans l'ancien cadre russe, était certes bien moins dangereuse pour la Hongrie qu'en devenant un atout dans le jeu de Berlin et de Vienne.

En ce moment les Hongrois ne sont-ils pas arrivés à la persuasion qu'en définitive leurs « tours de danse » avec Berlin se présentent sous un jour de moins en moins favorable ?

L'opposition hongroise d'un demi-siècle contre les influences viennoises a refroidi les rapports entre Budapest et Vienne, et par là même facilité à Berlin la subordination de

ces deux centres politiques à ses intérêts, identiques à ceux de la caste financière homogène qui domine la vie politico-économique et la presse à Budapest comme à Vienne, et n'a rien de commun avec les éléments magyars ou autrichiens.

Il est fort possible que le résultat politique de la campagne actuelle conduise à une revision de la politique jusqu'ici suivie par les cercles dirigeants sur le Danube : pour le moment cependant, le fait est que les Allemands sont aux bouches de la Dwina et du Danube, que Pétrograde d'une part, Kiew et Odessa de l'autre entrent dans le champ des opérations militaires allemandes, que la Russie en un mot est débordée de deux côtés, et que la première condition d'une énergique offensive contre la Russie, son encerclement, est ainsi acquise.

Le blocus de la Russie au nord et au sud, son isolation se fait dès à présent au point de vue militaire lourdement sentir pour les alliés : qui sait si cet isolement ne décidera pas à bref délai du sort de la Roumanie et cela d'une façon désastreuse pour l'Entente. C'est de la même manière plus ou moins que les Allemands se proposent d'isoler la Russie du reste de l'Europe après la guerre, d'en faire sous le rapport économique une province allemande.

* * *

Une seconde condition essentielle de l'offensive économique allemande afin de conquérir le marché russe est la suppression de l'obstacle qui obstrue le plus court chemin entre ce marché et Berlin, c'est-à-dire la production industrielle polonaise, redoutable concurrente de l'industrie allemande.

Non seulement les chiffres d'affaires avec la Russie que nous avons cités (exportation allemande en Russie, 1,460,000,000 fr. ; de l'Angleterre, 408, 000, 000 de fr. ; de la France, 87,000,000 de fr. ; de la Pologne, 1, 116, 000, 000 de fr. sur 2, 279, 000, 000 de fr. de production annuelle), mais la structure même de l'industrie polonaise et l'organisation de l'écoulement des produits polonais sur le marché russe sont cent fois plus dangereuses pour l'Allemagne que la concurrence anglaise et française. En effet, tandis que l'exportateur anglais n'est pas en état de s'accommoder aux conditions de vente qu'accorde

l'exportateur allemand, et avant tout de consentir des crédits à très longs termes, comme le font les Allemands qui, sans comparaison, connaissent mieux le marché russe, et par conséquent ne s'exposent pas à autant de pertes, l'exportateur polonais travaille littéralement d'après les méthodes et les usages allemands : il vend également ses marchandises à crédit, à des termes aussi longs que son rival allemand, et réduit ses prix sans avoir égard aux frais de production, pourvu qu'en agissant ainsi il rende toute concurrence impossible. Ce principe économique allemand, immoral au plus haut degré, de subordonner les prix et les conditions de vente au chiffre d'affaires et à l'éviction des concurrents, est la cause déterminante de l'invasion du monde entier par les produits de l'industrie allemande.

Les motifs pour lesquels les méthodes allemandes ont trouvé une application si générale en Pologne sont des plus simples : le commerce polonais et le commerce allemand ont un trait commun : l'un et l'autre sont aux mains des Juifs.

Par contre, la production manufacturière, c'est-à-dire la grande et la petite propriété industrielle polonaise, en opposition avec le commerce qui n'est qu'un intermédiaire entre le producteur et le consommateur, est éminemment plus autochtone. Les industriels mêmes qui, dans certaines branches, le coton par exemple, sont d'origine allemande, et dont quelques-uns considèrent l'allemand comme leur langue maternelle, se sentent à tout jamais attachés au pays, et, à la grande indignation et déception des Allemands, considèrent à juste titre l'invasion allemande comme une ruine pour eux. Dans ces conjonctures, la décision des cercles dirigeants allemands, en ce qui concerne le côté économique de la question polonaise, était des plus aisées : l'intérêt allemand exige la destruction, la plus complète possible, de la production industrielle polonaise, l'élimination de cette production des marchés polonais et russes où elle sera remplacée par des marchandises allemandes, et la contrainte imposée au monde commercial vendant jusqu'ici des articles polonais de ne vendre désormais, en Pologne et en Russie, que des articles « made in Germany ».

L'occupation de toute la Pologne ayant donné l'occasion d'appliquer les lois de guerre à l'industrie polonaise, a permis aux Allemands de faire usage de tous les moyens pour réaliser

la conception de l'anéantissement de l'industrie polonaise, ravalant la Pologne au rang de colonie fournissant aux Allemands des pommes de terre, des ouvriers et des recrues à bon marché, et absorbant une énorme partie de l'exportation allemande. A cet effet, les Allemands ont mis en vigueur, à l'égard de l'industrie polonaise, les méthodes qu'ils font fleurir en Belgique ; la production manufacturière a été totalement suspendue, et en même temps l'on a pris toutes les mesures pour que cette industrie ne se relevât jamais de sa chute : les ouvriers habiles ont été déportés par milliers en Allemagne ; Lodz a été affamée avec un raffinement systématique auprès duquel n'est qu'un jeu puéril « le blocus inhumain de l'Angleterre visant à faire mourir de faim les femmes et les enfants allemands innocents ». Hindenbourg lui-même déclarait en décembre 1914 : « Es ist gut so, wenn Lodz hungert » (c'est très bien qu'on ait faim à Lodz).

Les sentinelles qui cernent Lodz pour y provoquer la famine, ont l'ordre de faire feu sur tout « contrebandier » essayant d'introduire des vivres dans la ville. Aux barrières, les soldats enlèvent aux enfants qui, de la campagne, se rendent aux écoles, le morceau de pain de leur maigre repas. Malgré l'administration prussienne, si énergique ailleurs, (Lodz ne possède pas d'institutions civiques, comme Varsovie, jusqu'ici elle est encore gouvernée par les « Kaiserlich-deutsche Beamte ») de décembre 1914 à Pâques 1916, Lodz a été un repaire de bandits, un foyer sordide de typhus, de misère, car l'administration allemande n'avait qu'un but : rendre le séjour de la ville intolérable, même pour les plus résistants. Ce n'est que lorsqu'on eut été obligé de livrer aux flammes des parties entières du faubourg de Baluty (habité par la population ouvrière la plus pauvre) et, dans les quartiers du centre, de fermer des rues entières que les autorités prussiennes jugèrent qu'il était temps de combattre vigoureusement les épidémies, car le danger dont elles menaçaient l'arrière de l'armée était plus grand que le profit éventuel qu'on retirerait de la suppression par le typhus de milliers de bons ouvriers polonais.

Il n'est pas permis aux fabricants de Lodz de donner des subsides à leurs ouvriers ; le chômage, provoqué artificiellement par la séquestration de toutes les matières premières, force les patrons à faire exécuter des travaux improductifs, afin d'épar-

gner aux ouvriers d'être qualifiés de « vivant du secours d'autrui » et par conséquent d'être désignés pour la déportation. Avec une compétence et une méthode vraiment prussiennes, on réquisitionne dans les fabriques et les établissements industriels les parties de machines sans lesquelles ces machines, pendant des années après la guerre, seront réduites à l'inactivité.

Ces observations sont pleinement confirmées par un passage d'un article de M. le Dr Henri Hauser (Dijon), imprimé sous le titre « Der Krieg und die Weltwirtschaft » dans le n° 1144 de la « Nouvelle Gazette de Zürich », du 23, IV, 17 : « Sur les terrains occupés de la France, de la Belgique et de la Pologne, les Allemands appliquent des procédés véritablement barbares pour détruire l'industrie autochtone. » M. le Dr Schäfer, directeur de la confédération minière allemande, a caractérisé ces procédés en ces termes à une assemblée générale qui a eu lieu le 31, I, 1915 : « Les fabriques françaises, belges et polonaises que nous n'étions pas en mesure de détruire complètement même par des opérations militaires, seront paralysées pour des dizaines d'années par des réquisitions. » M. le Dr Stresemann félicitait l'industrie allemande d'avoir de cette « ingénieuse façon » écarté un concurrent redoutable. »

On ne recule même pas devant la destruction des usines, comme cela a eu lieu par exemple à Zgierz, près de Lodz, où sans le moindre motif l'usine R. Max fut incendiée par les Allemands. Les instruments de précision, les appareils spéciaux, les collections, les modèles sans aucune valeur militaire, mais parties indispensables de l'outillage, sont aussi réquisitionnés. Toute cette action est savamment dirigée de Berlin, et les autorités militaires n'en sont que les organes exécutifs, ce qui permet de traiter tout acte de défense économique comme un attentat commis contre les opérations de guerre allemandes. Les travaux les plus élémentaires de reconstruction après la guerre dépendront du vouloir de Berlin, car les plus simples serruriers, les plus petits ateliers ne seront en état de se remettre à l'ouvrage que si les autorités allemandes restituent les instruments et machines de précision qu'elles leur ont confisqués. On a mis la main sur toutes les matières premières, sans exception, avec une rigueur minutieuse qui montre avec évidence que les exigences militaires n'étaient

pas le seul motif de la destruction systématique de l'industrie polonaise. On a enlevé et transporté en Allemagne des stocks énormes de marchandises de laine et de coton, qu'elles puissent ou non servir aux besoins militaires. Bien que les dernières « réquisitions » de ce genre n'aient pas été en général soldées, même par des quittances de réquisition, sur la place de Lodz le montant de ces quittances s'élève à plusieurs centaines de millions de roubles. « Elles seront acquittées par une nouvelle « combinaison allemande, le mark polonais, papier-monnaie « créé par le gouvernement général de Varsovie, en vertu de « l'arrêté du général Beseler, paru au « Journal des ordres et « arrêtés », n° 57, papier qui, par conséquent, est sans aucune « valeur, tout comme les quittances de réquisition. De cette « façon, les Allemands se proposent de payer à la Pologne les « milliards de marchandises enlevées, par des billets imprimés « par eux sur du papier polonais, de rafler en outre avec ces « billets les roubles russes qui se trouvent encore dans le « pays, et puis de proclamer « l'Indépendance financière du « royaume de Pologne », complément de la politique suivie « jusqu'à ce jour. Simultanément, le général Beseler, par un « avis du 30 décembre 1916, annonce que toute résistance « aux nouvelles dispositions sera sévèrement punie. »

Ceci était écrit en janvier 1917. Cinq mois plus tard, « la Polonia », organe de la colonie polonaise de Paris, écrivait dans le n° 20 du 19 mai 1917 :

« Les prévisions du capitaine Ordon se sont exactement « réalisées. Par suite de l'arrêté du général-gouverneur Beseler « du 14 avril 1917, les autorités allemandes ont interdit la « circulation des roubles en Pologne, en forçant les habitants « de les échanger contre des « marks polonais » papier-mon- « naie créé par la « Deutsche Bank », sans aucune valeur ».

* * *

Tout en détruisant la production polonaise, les Allemands réalisent en même temps une troisième condition d'efficacité offensive contre la Russie : ils recrutent parmi les deux millions de Juifs établis en Pologne une armée d'agents, destinés à la vente des produits allemands sur les marchés polonais et russes. La concentration hors de toute proportion de grandes masses juives sur la frontière austro-allemande, par le trans-

fert de ces Juifs de Russie en Pologne, concentration si funeste à la Russie au point de vue stratégique, fut commencée sous le ministère Plehwe, et depuis lors exécutée jusqu'à la déclaration de guerre, avec une énergie et un esprit de suite tout exceptionnels. Cette conception avait deux buts politiques : d'abord faire naître des dissensions entre les Polonais et les Juifs, en agglomérant ces derniers sur un territoire où, étant données les vexations auxquelles ils étaient en butte de la part du gouvernement, les Polonais parvenaient à peine à subsister; ensuite, ôter toute envie aux Allemands d'annexer la Pologne enjuivée qu'en cas de guerre la Russie n'avait nullement l'intention de défendre, mais que les bureaucrates russes étaient bien aises de conserver quand même pour continuer à l'exploiter à leur avantage personnel.

Les conjectures de Plehwe se sont trouvées exactes : la saturation du commerce polonais par l'élément juif suscita en Pologne un antisémitisme inconnu jusqu'ici, amena le boycottage économique des Juifs, fit presque de ces deux questions des dogmes nationaux. Et comme les Juifs en Pologne font usage d'un jargon allemand, comme toutes les maisons allemandes ont des Juifs pour représentants en Pologne, il ne fut pas difficile pour le gouvernement russe, à la veille et au lendemain de la déclaration de guerre, d'identifier le sémitisme avec le germanisme, de présenter l'action des empires centraux comme une question sémite par excellence et, comme conséquence, de gagner à la cause de la Russie tous les éléments polonais non philosémites.

Les calculs russes ne se sont pas montrés moins justes dans leur seconde partie : les Allemands ont reculé devant l'annexion des deux millions de juifs polonais. A ce propos, voici ce que disait un officier supérieur de l'état-major de la IX^e armée allemande à Lodz, alors sous le commandement du prince Léopold de Bavière :

« Pour nous, Allemands, rien autant que la question juive
« ne nous rend toute décision difficile dans la question polo-
« naise. Les quelques mois passés en contact avec les masses
« juives (ceci était dit au printemps 1915), nous ont définitive-
« ment convaincus que, bien plus énergiquement encore que
« la Russie, l'Allemagne doit refuser aux Juifs l'égalité des
« droits et l'accès à son territoire. L'enthousiasme avec

« lequel les Juifs ont accueilli les armées allemandes en Polo-
« gne, trouve son explication dans la question posée en Polo-
« à chaque pas, à chaque officier, à chaque soldat, à chaque
« fonctionnaire allemand : « *Bester Herr, werden mer verko-*
« *fen kene iberall in Deutschland?* » (En jargon juif : Pourrons-
« nous vendre partout en Allemagne ?) Cet espoir de pouvoir
« trafiquer partout en Allemagne sans restrictions, est la rai-
« son pour laquelle les Juifs polonais sont si complètement
« germanophiles. Et cependant pour nous, Allemands, l'ac-
« complissement de ce désir des Juifs serait une calamité,
« serait l'effondrement de toutes les bases morales sur lesquelles
« repose notre société, et discréditerait à jamais la Prusse à
« l'égard des autres pays allemands. Ce n'est pas la Bavière
« ni le Wurtemberg, mais bien la Prusse qui devrait absorber
« ces deux millions d'individus, élément entreprenant, non
« moins dépourvu de scrupules que les Prussiens. Aujourd'hui
« l'influence des Juifs est si grande à Berlin, que la moindre
« imprudence de la part des Prussiens enlèverait à ceux-là
« leur propre caractère germain qu'ils ont adopté, et en ferait
« une société juive à laquelle, comme telle, le reste de l'Alle-
« magne refuserait la primauté. La guerre actuelle conserve
« chez nous (en Allemagne) une bien plus forte proportion de
« juifs que de chrétiens, permet à ceux-là de parvenir dans
« l'armée et le gouvernement à des postes dont jusqu'ici ils
« étaient exclus, les enrichit prodigieusement au détriment
« des autres classes sociales, et, de la sorte, accroît numéri-
« quement et spécifiquement l'influence des Juifs en Prusse.
« L'annexion de deux millions de Juifs par l'Allemagne se-
« rait une ruine pour elle, mais une catastrophe pour la
« Prusse. C'est pourquoi non seulement l'Allemagne doit,
« contre des compensations plus profitables, rendre la Po-
« logne à la Russie, mais devra encore, après la guerre,
« fermer le plus strictement possible ses frontières devant
« les Juifs orientaux. »

Mais, trois mois après que cela était dit, les opérations militaires amenèrent la prise de Varsovie et, dans la suite, l'occupation de toute la Pologne, tandis que les opérations diplomatiques de l'Allemagne n'avaient pas réussi à obtenir la conclusion d'une paix séparée avec la Russie, au prix de la restitution de la Pologne. Il fallait donc chercher un au-

tre moyen pour fermer aux Juifs l'accès de l'Allemagne, et on crut l'avoir trouvé en traitant les Juifs de la Vistule, non comme une communauté religieuse à part, mais comme une nation juive distincte.

Contrairement aux Juifs fixés en d'autres pays, les Juifs polonais n'ont pas adopté la langue de la nation. Persécutés et chassés de l'Allemagne, il y a cinq cents ans, ils ont émigré en Pologne et y ont apporté le dialecte allemand qui alors était parlé sur les rives du Rhin, et ce dialecte, avec naturellement quelques altérations hébraïques et slaves, s'est maintenu parmi eux jusqu'à ce jour, grâce à la tolérance des gouvernements polonais. Ce jargon, facteur germanisateur de premier ordre, ne laisse pas d'une part d'être très avantageux à l'expansion allemande, mais de l'autre, il présente aussi un grand danger. L'avantage, c'est que sur de nombreux marchés en Orient, il y a des dizaines de milliers d'individus s'exprimant dans une langue compréhensible pour les Allemands, et par conséquent se sentant, en communauté d'intérêts avec l'Allemagne — et cela non uniquement sur le terrain polonais ; le danger, c'est que de Pologne les Juifs songent à revenir en Allemagne. L'éveil de la vie économique polonaise en Posnanie y a déterminé une élimination rapide de l'élément juif ; en une trentaine d'années il est tombé de 7% à 1, 2% de la population globale ; tous ces éliminés se sont réfugiés à Berlin, à Breslau, à Francfort-sur-le-Main, où ils ont acquis d'excellentes situations. En dépit du soin apporté à masquer la réalité des choses, l'influence juive commence à sauter aux yeux et à irriter les nerfs en Allemagne ; le plus petit accroissement dans ce sens provoquerait sans aucun doute une réaction.

Fermer la frontière allemande devant les juifs polonais serait créer en Allemagne un précédent dangereux dans le domaine des lois exceptionnelles anti-juives, et livrer les Juifs polonais à la polonisation. Par contre, les accueillir en Allemagne serait y faire fleurir l'antisémitisme et ruiner les capitalistes juifs de Berlin, de Francfort, etc. Aussi ces derniers ont-ils conseillé au gouvernement allemand d'ajourner la question des Juifs polonais, de « chloroformer » ces deux millions de Juifs polonais dans leur état actuel d'obscurantisme. On résolut donc, du jour au lendemain de créer une « nation juive »

en Pologne. D'abord se constitua en Allemagne un « comité pour la libération nationale des Juifs en Pologne », avec à sa tête MM. Bodenheimer de Cologne, Oppenheimer et Friedemann de Francfort. Chacun de ces messieurs considérerait certes comme une insulte de faire partie d'une nation juive en Allemagne. (En vertu du principe qu'il n'existe pas de nation juive en Allemagne, mais qu'il n'y a uniquement qu'une nation allemande et que la religion est affaire personnelle de chaque citoyen, ces mêmes milieux ont réussi, il y a quelques mois, à empêcher qu'il ne fût noté dans les statistiques dans quelle proportion se trouvent les Juifs dans les formations à l'arrière et dans celles du front de l'armée allemande, comparativement aux chrétiens). Ces mêmes messieurs, à aucun desquels ne viendrait à la pensée de faire apprendre le jargon à ses enfants, sont parvenus, avec la connivence des autorités d'occupation à édifier en Pologne tout un enseignement scolaire en jargon, avec des collèges et une foule d'établissements où le jargon est langue usuelle. Trois jours avant la proclamation de « l'indépendance de la Pologne », les autorités d'occupation allemandes publièrent une loi sur la « commune juive en Pologne » sachant parfaitement qu'aucun Polonais, aucun Juif politiquement avisé et désireux du bien de ses propres coreligionnaires ne saurait consentir à une solution tellement superficielle de la question juive en Pologne.

4985
Le but de cette opération rétrograde est évident : ne pas laisser pénétrer l'influence de la civilisation polonaise parmi les juifs polonais et, d'un autre côté, ne pas leur permettre de s'appropriier la culture allemande et de susciter par là une terrible concurrence aux Allemands. Le Juif polonais, élevé à l'école jargonienne, une fois pour toutes, se voit fermer le chemin de l'Allemagne : par son jargon barbare, haï des Allemands, il trahit de prime abord son origine mi-asiatique, lui déniait le droit à toute communauté d'intérêts avec les Allemands. Et par cela même, il continue à constituer en Pologne un élément hostile. Le danger de cette méthode consiste en ce qu'au lieu de chercher un mode d'entente entre l'élément polonais autochtone et l'élément juif immigré en Pologne, elle conduit en droite ligne à une lutte à couteaux tirés. Cette catastrophe, fort possible avec le temps, non seulement n'a pas besoin de toucher directement les intérêts allemands, mais au



contraire peut réciproquement « occuper » ces deux éléments incommodes dans certaines conditions pour l'expansion allemande en Orient, et du même coup priver la Pologne de toutes les sympathies de l'Occident et en faire une fois pour toutes un monopole germano-russe.

Toutefois, pour le moment, l'élément juif en Pologne doit aussi intensivement que possible servir à appuyer l'expansion allemande en Orient. Les lois restrictives auxquelles étaient soumis les Juifs par le gouvernement russe, l'interdiction d'habiter à la campagne, les difficultés mises à les admettre aux écoles supérieures, la carrière administrative fermée devant eux, etc., les avaient forcés à chercher des moyens d'existence dans le commerce où, d'ailleurs, ils n'avaient pas tardé à acquérir une situation dominante. Tout particulièrement, les Juifs venus en Pologne de la Russie où ils avaient laissé des centaines de parents et d'amis, vivant aussi uniquement du commerce, avaient réussi en fort peu de temps à devenir exclusivement, non seulement les intermédiaires entre les exportateurs allemands et le marché russe, mais encore entre la production polonaise de deux milliards et la Russie. Pour y parvenir ils se trouvaient dans des conditions absolument idéales : ils savaient assez le russe et l'allemand pour traiter des affaires ; ils connaissaient à fond le terrain, les choses et gens de Russie au milieu desquels ils avaient vécu. Les Allemands résolurent de faire tourner à leur profit cette situation avantageuse des Juifs polonais par rapport au marché russe.

Ayant détruit l'industrie polonaise, par conséquent enlevé aux Juifs polonais les articles que jusqu'ici ils vendaient ; ayant en même temps fermé devant ces Juifs les frontières de l'Allemagne, les Allemands forcent ceux-ci à ne vendre qu'un seul article, c'est-à-dire le produit allemand sur le marché russe qu'ils connaissent si bien. Aujourd'hui, à Varsovie, on prépare déjà des collections d'échantillons, on rédige des prix courants, on établit les listes des clients russes, on trace des circonscriptions d'affaires, on délimite d'avance les terrains à exploiter, on crée des agences juives, pépinières d'où vont sortir des milliers de commis voyageurs, soldats de cette autre invasion allemande en Russie.

C'est peut-être dans ce domaine que les Allemands ont le

plus promptement atteint un résultat en gagnant les « Juifs orientaux » à leurs visées.

* * *

On est involontairement porté à se demander quels seront sur le reste du monde les effets de cette subordination de la Russie à l'Allemagne ; le caractère et la mentalité des masses allemandes nous donneront une réponse à cette question. Au fond les Allemands ne sont pas un peuple éminemment belliqueux ; pour cela il leur manque l'élan français, le culte de l'émulation physique des Anglais, le penchant aventurier des Cosaques : c'est pourquoi le militarisme allemand n'est qu'une industrie nationale parfaitement organisée. En revanche, l'Allemand aspire au plus haut point au bien-être matériel. Les dernières générations se sont même montrées avides de plaisir (« Genussucht »), tout en étant convaincues que le peuple allemand ne peut augmenter son bien-être qu'au détriment des autres peuples, et cela par une lutte incessante et aussi bien organisée que possible de l'Allemand contre le reste du monde, si celui-ci regimbe, à servir volontairement les intérêts allemands.

Cette lutte a constamment un seul et même but : imposer aux peuples concurrents des conditions rendant impossible toute défense contre l'exploitation allemande. Par contre, double est la voie qui conduit à ce but ; l'une, pacifique, consistant à démoraliser et à paralyser les forces de l'adversaire (protéger l'antimilitarisme en France, les gouvernements policiers, l'obscurantisme et les Raspoutine, Lénine, Nachamkes, etc., en Russie, utiliser la question ukrainienne en Galicie, la question juive en Hongrie, la question irlandaise en Angleterre, etc.) à gagner aux intérêts allemands les organes dirigeant à l'étranger (la bureaucratie en Russie, la presse en Autriche, les gouvernements à Constantinople et à Athènes, etc.) voie sûre, mais lente et longue ; l'autre guerrière, inévitable de temps en temps, alors que les visées de la politique allemande ne peuvent plus par conséquent être réalisées par la voie pacifique.

Cette seconde route exige avant tout qu'on se soit amplement muni au préalable de tous les moyens nécessaires pour assurer la victoire. La politique habile de Bismarck avait acquis en Russie à l'Allemagne un réservoir inépuisable d'hom-

mes et de ressources au cas où il faudrait en venir à une conflagration armée. L'impatience des Hohenzollern et l'absence en Allemagne d'une personnalité qui aurait su faire plier le tempérament césarien dynastique à l'intérêt de l'Etat, ont rendu vaines les sages précautions du Chancelier de fer ; les forces russes thésaurisées pour l'Allemagne pendant des dizaines d'années, au lieu de venir à son aide, se sont tournées contre elle à l'heure décisive.

Cette faute capitale doit être réparée ; le plus simple arrangement qui consistait en la conclusion d'une paix séparée et en la rénovation de l'amitié russo-allemande, a échoué. Il faut ajourner cette conciliation à la fin de la guerre, la faire aboutir sur un terrain plus accessible à une action immédiate, sur le terrain économique. La conquête économique de la Russie entraînera nécessairement sa sujétion politique et en fera le soldat des buts prussiens, comme le sont aujourd'hui les régiments hongrois, tchèques, polonais, bulgares, turcs, qui luttent uniquement pour l'intérêt de l'Allemagne.

Mais selon le plan allemand, les relations germano-russes doivent être placées sur une nouvelle base aussi au point de vue strictement économique :

S'assurer les moyens matériels de continuer la lutte contre ses adversaires, c'est-à-dire s'assurer les matières premières et les vivres est apparu au cours de cette guerre comme la première condition de la victoire. Aussi l'Entente disposant de tout ce sans quoi les Allemands ne peuvent ni exister pendant la paix, ni conduire la guerre, envisage-t-elle la concentration de ces richesses en ses mains comme un de ses meilleurs atouts dans la lutte et dans les négociations avec l'Allemagne. L'Allemagne obtiendra du coton, du cuir, du salpêtre, du caoutchouc, du cuivre, du nickel et même du blé et de la viande, mais seulement contre d'importantes concessions politiques. Mais si elle réussissait à faire de la Russie une immense colonie allemande, non séparée de l'Allemagne par une mer et avec laquelle, par conséquent, les communications ne pourraient être coupées par l'Angleterre, alors ce n'est pas l'Allemagne qui serait vaincue par le monde civilisé, mais bien celui-ci par l'Allemagne. Le seul obstacle capable d'empêcher l'exploitation de la Russie par l'Allemagne serait une Pologne s'étendant de Dantzig aux Carpathes.

Aussi est-ce pour Berlin une question vitale de ne pas laisser cette barrière polonaise s'établir, et c'est ce qu'il a tenté de réaliser en s'efforçant de ruiner toute indépendance politique et économique de la Pologne.

Mais le plan allemand a ses côtés faibles, très faibles : d'abord, pendant la période décisive, au lendemain même de la guerre, alors que les demandes de marchandises seront les plus pressantes, l'industrie allemande n'aura pas assez de matières premières pour faire face à ses propres besoins. Pendant des années après la guerre, les Allemands seront plutôt acheteurs que vendeurs ; et plus la prolongation de la guerre détournera les forces économiques de l'Allemagne d'un travail productif, plus longtemps ils seront contraints de rester dans ce rôle. C'est ce qui explique, par exemple, la baisse soudaine du mark après le vote de la loi sur le service civil. Dans cette première période d'après-guerre, la contre-offensive économique anglaise et française, dûment préparée dès aujourd'hui, peut enlever aux Allemands l'hégémonie sur les marchés orientaux.

Le second côté faible des progrès économiques allemands consiste en ce que la monopolisation du marché russe exige l'anéantissement de la production manufacturière polonaise. Or cet anéantissement systématique, exécuté selon les instructions savamment élaborées à Berlin, peut infliger à l'industrie polonaise des pertes monstrueuses ; néanmoins il est incapable de détruire les conditions industrielles propres au royaume de Pologne.

Les Allemands se rendent bien compte de la possibilité d'une concurrence polonaise, très dangereuse pour eux, même si l'on élevait une barrière douanière entre la Russie et la Pologne. C'est ce qu'attestent une foule de témoignages de première valeur : à la fin de l'automne 1915, la Chambre de commerce et de l'industrie du district d'Opole (Oppeln), au nom de l'Union des Chambres commerciales et industrielles de la Haute Silésie, a fait parvenir aux grands dignitaires allemands, entre autres au chancelier et au général Beseler, à titre d'envoi absolument confidentiel, un mémoire sur la valeur économique de la Pologne, et sur les dangers que présenterait pour l'Allemagne une Pologne véritablement indépendante. Ce mémoire, intitulé : « Les désirs de l'industrie de la Haute-Silésie

en regard de la question polonaise » montre, en s'appuyant sur des données statistiques recueillies avec un soin minutieux, que le royaume de Pologne, surtout si la Galicie y est jointe, qu'il soit on non séparé de la Russie par une frontière douanière, vu ses riches gisements de houille, de pétrole, de soufre, de zinc, de plomb, de cuivre, de potasse, de sel et de phosphorites encore inexploités en partie, vu sa gigantesque organisation commerciale, ses établissements industriels valant des milliards, outillés pour la plupart selon les derniers progrès de la technique — que le royaume, disons-nous, est à même de monopoliser le marché russe en ses mains.

A la page 79 de ce mémoire on lit un passage qui vaut la peine d'être cité intégralement : « De toutes les mines et gisements fort riches qui, malheureusement, se trouvent dans la zone d'occupation autrichienne, même la plus petite partie ne devrait pas rester en la possession définitive de l'Autriche, car, en **ce cas, la dépendance économique de l'Autriche à l'égard de l'Allemagne serait difficile à réaliser.** Toute la Pologne, séparée de la Russie, doit être soumise à l'hégémonie allemande, et, en qualité de débouché exclusivement allemand, doit être gouvernée comme l'étaient les provinces de l'empire romain. »

* * *

Par bonheur, l'industrie du royaume de Pologne est trop puissamment organisée pour qu'une action de ce genre puisse l'anéantir. Elle a survécu à bien des catastrophes, à l'anarchie de 1905-1907, avec ses grèves interminables et ses assassinats, aux « expropriations » des partis, au banditisme révolutionnaire, elle survivra aussi au système actuel. La frontière douanière entre la Pologne et la Russie ne jouera pas un rôle décisif dans la vitalité de l'industrie polonaise. Cette frontière compliquera sensiblement les calculs des frais de production et contraindra patrons et ouvriers à déployer toute leur énergie pour résister, non comme jusqu'à présent à la bénigne concurrence russe, mais à celle, féroce, de l'Allemagne ; toutefois, elle permettra d'autre part de régler la question ouvrière sans l'intermédiaire des cercles officiels russes et elle fortifiera le marché intérieur que la concurrence agricole russe affaiblit systématiquement.

Malgré l'avalanche de maux que la guerre a précipités sur l'industrie polonaise, sous un certain rapport elle lui a été utile. D'abord elle a laissé à la Pologne, comparativement aux pays limitrophes, épuisés par d'incessantes contributions, une proportion relativement plus élevée d'excellents ouvriers instruits. Aussi les autorités d'occupation allemandes s'efforcent-elles d'effacer cette différence qui pourrait nuire aux intérêts allemands après la guerre ; ils déportent en masse les ouvriers de Belgique et de Pologne, les premiers par la violence, les seconds par la faim, ou bien encore ils les poussent à s'engager comme volontaires dans « l'armée polonaise. »

Ensuite la guerre a relevé la capacité productive individuelle de l'ouvrier polonais, lui a donné d'excellentes leçons de sociologie. Tout d'abord elle a aboli chez lui la foi en la communauté d'intérêts et en l'altruisme de l'Internationale rouge, en lui montrant nettement que l'invasion prussienne ne fait aucune acception de personnes, qu'elle ruine également le patron et l'ouvrier.

En attendant, la désorganisation, le chaos qui règnent actuellement dans les établissements industriels purement russes, cette orgie, inouïe même en Russie, de « haute paye ouvrière », sans aucune proportion avec le rendement obtenu, haute paye qui, après la guerre ne pourra en aucune façon être maintenue, autorisent à affirmer que l'industrie russe ne parviendra pas, la paix conclue, à régler la question ouvrière, et devra nécessairement traverser une période de violentes perturbations dont elle sera paralysée pendant de longues années, tandis que pour l'ouvrier polonais le retour aux anciennes conditions d'existence, avec une équitable prise en considération du renchérissement de la vie, semblera le salut même ; aussi n'aura-t-on pas après la guerre à redouter des grèves et des chômages en Pologne, pourvu que soit possible la reprise du travail.

* * *

L'indépendance de la production polonaise, surtout en ce qui regarde les relations avec la Russie, aurait aussi pour l'Allemagne des conséquences fort désagréables au point de vue politique ; la Pologne formerait un pont ne permettant pas aux Allemands d'isoler la Russie ; elle serait un obstacle à la monopolisation de la Russie par l'Allemagne. Et

ici encore, comme depuis les temps les plus reculés, se croisent les intérêts polonais avec ceux de l'Allemagne, non toutefois sans cette différence que, conformément aux exigences de l'époque, les questions économiques sont devenues l'enjeu de la lutte des nations, tandis que les questions d'Etat n'en sont plus que la forme. Les intérêts allemands ne peuvent se concilier avec ceux des Polonais, car bien que la Russie offre un débouché où tout le monde peut avoir place, le trait caractéristique de l'expansion allemande dans chaque domaine est qu'elle vise au monopole absolu et à l'exclusion de toute rivalité. De même que, du temps de Bismarck, la politique de Wielopolski menaçait d'annihiler les influences prussiennes à Pétersbourg, influences qui tendaient à faire de la politique russe la servante à l'étranger des visées prussiennes, ce sans quoi n'aurait pu se produire ni Sadowa, ni Sedan, ni la création de l'empire d'Allemagne, ni l'essor impérial de l'Allemagne de nos jours, de même aujourd'hui une Pologne soustraite économiquement à la tutelle de l'Allemagne exclurait celle-ci de la domination totale du marché russe, seule issue qui puisse sauver l'Allemagne d'une catastrophe.

C'est pourquoi, assujettir complètement la Pologne et envenimer les rapports entre les Polonais et les Russes sont les dogmes de la politique allemande en Orient. A un moment qui semblait logique, au cours de l'été de 1915, alors que les Allemands, après la prise de Varsovie, pouvaient appeler la nation polonaise à collaborer à l'expulsion du pays de « l'ennemi héréditaire », il ne fut pas question de cette collaboration, car rendre la Pologne à la Russie, vieille panacée pour restaurer l'amitié traditionnelle entre Berlin et Pétersbourg, devait assurer le règlement de la question d'Orient.

Aujourd'hui que la Russie en est réduite à défendre Pétrograd, Kiew, Odessa, et qu'un profane même comprend qu'elle ne saurait revenir en Pologne qu'à la suite d'un marché avec la Prusse, aujourd'hui les Allemands poussent les Polonais à prendre les armes contre la Russie, afin d'exciter chez cette dernière une rage inextinguible contre tout ce qui est polonais, et après avoir creusé un infranchissable abîme entre ces deux nations, de s'assurer pour un siècle encore la direction des affaires d'Orient.

Maintenant le Général von Beseler, dans son discours aux Polonais (15 décembre 1916), leur assure qu'ils ne pourront jamais s'accorder avec la Russie, car... la Pologne possède une culture occidentale, tandis que celle de la Russie est tout orientale et que ces deux cultures sont absolument incompatibles. Mais le général-gouverneur allemand oublie que ce sont précisément les Allemands russes, bien que la culture allemande soit encore plus occidentale que la polonaise, qui ont formé cet hybride ethnographique qu'ils ont nommé « Deutschrusse », qui fournit des légions entières de bureaucrates pétersbourgeois, accusant tous les allogènes vivant sous le sceptre du tsar, et tout particulièrement les Polonais, de ne pas vouloir fusionner avec la « matuszka Rossya » (la petite mère Russie). Les plus implacables russificateurs en Pologne, jusqu'à ces derniers temps, ont été les fonctionnaires russes parlant avec un accent allemand très prononcé, élevés à cette fameuse Ecole de Pierre le Grand à Pétrograd, où à la mort du monarque allemand, on changeait les portraits ornant les murs de cet établissement de haute culture des vrais employés russes. A Lodz, en 1908, après avoir fait diviser les écoles primaires municipales en sections par nationalités, afin d'ôter de la sorte aux Polonais les moyens matériels d'élever leurs enfants, les Allemands s'empressèrent de faire attribuer à leurs groupes les enfants russes, pour pouvoir donner à leurs écoles la loyale appellation de « russisch-deutsche Volksschulen », Ecole populaire russo-allemande. Le « Gymnase allemand », créé par les représentants les plus pangermanistes de l'Allemagne à Lodz « pour répandre dans les Marches occidentales de l'empire la culture véritablement russe » (ainsi que s'exprimait pompeusement l'acte de fondation), ce gymnase, où la jeunesse est élevée dans l'esprit des Tirpitz et de Reventlow, portait le nom de « gymnase du cesarewitch Alexis Nicolaïewitch » ; (depuis 1915 il s'appelle « Königin Louise Gymnasium »). On lui reconnaissait la qualité d'école d'Etat, faveur qui a toujours été impitoyablement refusée à toute école polonaise par le gouvernement russe. Lorsque l'intérêt allemand est en jeu, la culture occidentale allemande n'hésite pas à proclamer la communauté des buts avec la culture orientale russe, avec même une culture beaucoup plus « orientale » encore : celle de la Turquie ;

tandis que l'instituteur prussien bat les enfants polonais pour extirper chez eux la culture occidentale polonaise.

* * *

L'Allemagne suit donc un plan dès longtemps établi, plan dont elle a inflexiblement poursuivi la réalisation par tous les procédés, et en Posnanie, et en Pologne russe : anéantir l'élément polonais, la civilisation polonaise, l'éventuelle concurrence polonaise sur le marché oriental.

Aussi n'est pas seulement la passion de la dévastation qui est le motif de ces procédés : il est vrai que Liège, Louvain et Kalisz, dévastés avec un véritable sadisme, prouvent ce dont le tempérament d'une « Kulturnation » est capable. Mais depuis ce moment trois ans se sont écoulés. Et ces trois ans ont procuré au peuple allemand la triste conviction que les excès du « furor teutonicus » du commencement de la guerre lui coûteront cher ; que cette paix, tant désirée par l'Allemagne, ne peut se faire à cause de l'obstacle qui s'appelle : « indemnité ». Aujourd'hui le pillage et la dévastation ont perdu leur attrait, même pour le dernier uhlan, depuis qu'il a constaté qu'ils prolongent la guerre et qu'en outre il faudra les payer.

Ayant ceci en vue les Allemands ne détruisent aujourd'hui que ce qui pourrait leur faire concurrence après la guerre. Cette destruction se fait donc sans haine, mais dans un but précis. Sur les terrains russes, occupés par les Allemands, ce but est de subjuguier la Russie au point de vue économique,

Toute la vie économique de la Pologne occupée a été monopolisée « dans l'office impérial du commerce » qui, aux termes de l'acte de constitution, « doit aujourd'hui faire usage des ressources du pays pour couvrir les frais de guerre, mais après la guerre, — quel que soit le résultat de celle-ci — doit former la base de la suprématie économique allemande en Pologne ». Cette institution, représentant dans ses agences de Varsovie, Lodz, Czenstochowa, Wloclawek et Konin, soixante-sept chambres allemandes du commerce et de l'industrie, sous l'énergique protection des autorités d'occupation, s'est emparée sans résistance du marché polonais, des voies de communication, postes, télégraphes et téléphones, rendant toute lutte éco-

nomique impossible à la suite de ce nouveau « bienfait accordé » à la « libre Pologne » par ses libérateurs actuels. L'appui des autorités ne manque pas non plus d'efficacité ; un arrêté du général von Etzdorf, par exemple, menace de fermeture la maison polonaise, et de déportation dans un camp de concentration son propriétaire qui aura « sans motif » refusé d'entrer en relations commerciales avec les Allemands ; un arrêté du général-gouverneur de Varsovie, du 4 décembre 1915, défend de vendre les terrains miniers et les licences d'exploitation de mines, et annule tous les contrats miniers conclus après le 1^{er} février 1915 ; à chaque district est attaché un commissaire chargé d'aller chez tous les marchands, afin de leur donner les adresses des sources allemandes, tandis qu'il est absolument impossible, non seulement aux maisons étrangères neutres, mais à celles de Varsovie même d'envoyer des voyageurs en province. La correspondance entre les pays neutres (Danemark, Suisse, etc.) et le royaume de Pologne sous l'occupation allemande est chose absolument exclue. Expédier une lettre par l'Allemagne par voie privée est passible des peines édictées par le code de guerre. La Pologne, en effet, doit être complètement isolée du reste de l'Europe, être sous la dépendance totale de l'Allemagne ; c'est de cette façon seulement que les Allemands pourront établir leur emprise indiscutable sur l'Orient, de Kalisz à Vladivostok.

* * *

A ce point de vue, les Allemands, seuls parmi toutes les nations de l'Europe, ont compris l'importance de la question polonaise et de la vérité historique exprimée en ces termes par Harden : « L'aigle blanc polonais libre ne supportera pas à ses côtés l'aigle noir prussien. » La raison d'Etat prussienne, cristallisée dans les cerveaux de Frédéric le Grand et de Bismarck, a su admirablement, au cours du XIX^e siècle, mettre à profit la question polonaise contre ses deux concurrents, tantôt en écrasant la Pologne par la Russie, tantôt en paralysant la Russie par la Pologne dans la politique intérieure et extérieure. Après avoir démembré la Pologne, de connivence avec la Prusse et l'Autriche, la Russie, sous la direction de la Prusse, au lieu de tendre vers les Dardanelles, pendant plus d'un siècle a usé ses forces à anéantir la vitalité de la Pologne, jus-

qu'au moment où la Prusse, s'étant suffisamment accrue en puissance, enleva à la Russie battue le reste des territoires polonais, tout en la discréditant aux yeux de toute l'Europe, de tout le monde slave et mahométan. Et pour le développement intérieur de la Russie, la Pologne, par laquelle la Russie pénétrait effectivement au centre de l'Europe, au lieu d'être la porte ouverte à la civilisation occidentale, devint un mur infranchissable, derrière lequel la Russie se fit le boulevard de l'absolutisme et de la bureaucratie. Mais c'est précisément ce que désiraient les Allemands.

Au début de la guerre, et même après la prise de Varsovie, la Prusse ne voyait qu'un seul et unique moyen de régler la question polonaise : laisser le royaume de Pologne à la Russie, y joindre même la Galicie — sauf le bassin houiller bien entendu — et en revanche obtenir un bon traité de commerce et une active coopération pour étouffer à tout jamais la question polonaise. C'est pourquoi, la première année de la campagne, les Allemands traitèrent les Polonais encore plus brutalement que les Belges (destruction de Kalisz, régime de fer à Lodz, etc.), affirmant à chaque pas leur loyauté à l'égard de l'empire russe, à leurs yeux seule autorité légitime dans le royaume de Pologne. Avec une habileté consommée, tout en battant la Russie, ils réussirent à détourner la haine de celle-ci contre l'Autriche. Il faut reconnaître que les autorités autrichiennes, obéissant aux instructions de Berlin, rivalisaient à l'envi à rendre totalement impossible après la guerre la reprise des rapports directs entre Vienne et Petrograd. Aussi, alors que dans le même village du gouvernement de Piotrkow, un capitaine autrichien cinglait de coups de cravache le maire de l'endroit et le menaçait du Conseil de guerre, parce que dans le bureau de la mairie se trouvait le portrait du tsar, un major allemand écrivait en même temps à l'instituteur : « Comme dans votre école sera établi le bureau du commandement militaire, je vous prie de bien vouloir éloigner le portrait de Sa Majesté l'empereur Nicolas II, mais, cela va sans dire, avec le respect qui lui est dû ! »

Mais la seconde année de guerre fit naître chez les Allemands la triste conviction (à laquelle ne peuvent encore se résoudre aujourd'hui les cercles conservateurs prussiens) que la grande conflagration mondiale a mis un terme à la collaboration

prusso-russe pour effacer la Pologne de la liste des peuples vivants. La cause réelle des succès des Allemands réside dans le sang-froid avec lequel ils savent apprécier et reconnaître la vitalité et la force d'une question donnée, que d'ailleurs la réalité découverte correspond ou non à leurs aspirations politiques, à leurs théories philosophiques ou morales. C'est avec cette froide raison que les Allemands au cours de la guerre comprirent la portée de la question polonaise et constatèrent deux faits : *le premier* c'est que la Russie avec le concours de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, des ressources du monde entier, depuis plus de trois ans, n'est pas capable de résister aux Allemands alliés aux Autrichiens, tandis que la Pologne, depuis plus de cent ans, lutte contre la coalition de l'Allemagne, de la Russie et de la Prusse, acharnées à la destruction de l'élément polonais, et néanmoins n'a pas perdu un atome de sa vitalité ; cet élément polonais est donc trop vivace pour que la Prusse seule puisse l'exterminer par la force. La présente guerre a démontré que rien ne saurait détruire l'élément polonais, que rien n'est capable de lui ôter sa force, de l'empêcher de jouer un grand rôle parmi les nations de l'Europe. La Pologne a prouvé que les trois plus grandes puissances de l'ancien monde aujourd'hui à l'agonie, que les trois aigles noirs de Prusse, de Russie et d'Autriche, malgré leur alliance d'un siècle et demi pour anéantir la Pologne, ne sont pas parvenus à s'opposer à ce que, à l'heure actuelle, l'aigle blanc polonais ne surgît des cendres et des décombres, rayonnant de vigueur et prêt à un nouvel essor. *Le second*, c'est que de toutes les puissances copartageantes, seule l'Autriche peut se flatter d'avoir obtenu des résultats tangibles en ce qui concerne la conciliation, et a réussi à amadouer l'opposition polonaise. Après avoir placé la Galicie sous sa dépendance économique, et changé ses Polonais en Galiciens peu intransigeants au point de vue national, l'Autriche avait obtenu que, quelques mois après la promulgation de la loi d'expropriation des Polonais en Posnanie, le cercle parlementaire polonais de Vienne votât pour l'alliance avec la Prusse. A leur indicible stupéfaction les Prussiens, considérés avec ostentation dans le royaume de Pologne, non moins qu'en Posnanie, comme les plus cruels ennemis du polonisme, furent accueillis en Galicie comme des amis, et cela non uniquement par les Juifs. En présence de

ces faits, le bureaucrate allemand le plus obstiné ne pouvait manquer de reconnaître la supériorité de la méthode autrichienne s'inspirant du vieux proverbe : « On prend plus de mouches avec du miel qu'avec du vinaigre. » Les Allemands se décidèrent donc à appliquer ces procédés : les mêmes chevaliers qui avaient détruit Kalisz et saccagé Lodz, tentèrent à Varsovie de se faire passer pour des anges libérateurs.

* * *

La force s'étant montrée impuissante, Berlin, ennemi le plus implacable du polonisme, tenta d'accomplir ses desseins par une autre voie : *On ne peut pas éviter la création d'un Etat polonais ; Berlin le créera donc lui-même, mais de telle façon qu'il soit sous la dépendance perpétuelle de l'Allemagne.*

On s'appuya d'abord sur quelques individualités gardant des noms polonais, mais d'un caractère national faible, par conséquent facilement accessibles aux suggestions de Berlin. Si Berlin a des adhérents à Paris même, à plus forte raison a-t-il pu s'en procurer à Varsovie, depuis plus de cent ans opprimée par les Russes. Mais, par bonheur, il n'y a pas beaucoup d'individualités à faible caractère national en Pologne ; de plus, même si Berlin est parvenu à constituer un groupe de gens prêts à seconder ses vues et à diriger les destinées de la Pologne sous son inspiration, la nation les a renversés immédiatement du piédestal où les avaient perchés le chancelier et les conseillers de la cour de Vienne ; c'est ainsi, par exemple, qu'au mois de septembre dut se retirer le Conseil d'Etat provisoire, institué uniquement dans le but de faire des légions une armée polonaise, sous le commandement de la Prusse. La nation refusa de fournir des recrues, et les légions refusèrent de prêter serment « à la fraternité d'armes avec les puissances centrales ». Il fallut les interner. Néanmoins Berlin ne renonce pas à ses visées, et malgré tout cherche à trouver des hommes qui déclareraient au nom de la Pologne la guerre à la Russie ! Jusqu'à présent Berlin n'a pas atteint son but, même au prix de grandes concessions faites aux Polonais. Dans cette manière d'agir il n'y a pas trace des anciennes méthodes prussiennes ; par contre, elle démontre l'imitation du système autrichien appliqué avant la guerre en Galicie.

Mais tout en adoptant la méthode autrichienne dans leur manière de traiter la question polonaise, les Allemands n'en résolurent pas moins, et à plus forte raison, d'écarter l'Autriche de toute participation au règlement de cette question. Jusqu'au moment de la déclaration de guerre, les Polonais autrichiens avaient parfaitement joué le rôle qui leur avait été assigné par Berlin : au lieu de s'unir au reste de la nation polonaise pour édifier la vie nationale sur des fondements réels, ils s'étaient contentés de remplir les fonctions de missionnaires de la haine polono-russe, détournant par là l'attention de la nation des dangers qui, par ailleurs, la menaçaient, pour l'attirer d'un seul côté, du côté indiqué par Vienne et Berlin, et, de la sorte, rendre impossible la collaboration pacifique du royaume de Pologne avec la Galicie. Leur aveuglement demi-séculaire devait avoir des conséquences funestes et rendre incapable le public galicien de toute orientation politique rationnelle ; cette incapacité politique trouva son expression dans la foi en de vaines promesses, au moment même où les traités internationaux étaient déchirés comme de simples « chiffons de papier ». Aussi, lorsque toutes les nations se voyaient forcées de subordonner à l'intérêt national leurs plus douloureux règlements de compte, lorsque l'Autriche, cinquante ans après Sadowa, marchait avec la Prusse, que la France, oublieuse de Fashoda, donnait la main à l'Angleterre, la Russie au Japon, que la Bulgarie se tournait contre ses libérateurs, que les Allemands dévastaient la Belgique avec laquelle ils n'avaient jamais eu de différends, on réussit à convaincre les Polonais galiciens qu'il n'y avait pas la moindre hésitation à avoir dans la ligne de conduite à tenir, qu'ils devaient envisager la lutte avec la Russie sous le commandement de la Prusse comme leur unique devoir et croire que Berlin et Vienne ne les oublieraient pas au moment voulu. Bien entendu, avec un tel programme l'action galicienne sur le terrain du royaume de Pologne devait échouer misérablement.

Cependant la guerre dure trop longtemps pour que les Polonais d'Autriche ne reprennent pas leur sang-froid ; l'administration austro-allemande en Galicie, la famine et la conviction enfin acquise que la question polonaise n'a été dans les mains de l'Autriche qu'une manœuvre habile-

ment concertée entre Berlin et Vienne, tout cela aboutit à ce que la Galicie elle-même s'est détachée des Empires centraux. Un des défenseurs les plus ardents de l'alliance polono-austro-allemande, le député socialiste Daszynski en est venu à avouer publiquement, devant les représentants des partis polonais, à la fameuse réunion du 28 mai 1917, à Cracovie, que « la politique allemande en Pologne ne peut aujourd'hui chercher des partisans que parmi les fous ou les traîtres à la patrie ».

Toutefois, depuis que les Allemands, s'étant emparés des territoires polonais jusqu'ici sous le sceptre du tsar, se voient contraints de diriger non trois, comme autrefois, mais seize millions de Polonais, ces cinq millions de Polonais galiciens, élevés dans un esprit de patriotisme purement et sans cesse démonstratif, représentent pour l'Allemagne un danger sérieux, surtout sous l'instable gouvernement autrichien. Aussi la première condition d'une avantageuse emprise allemande sur la question polonaise a-t-elle été d'exiger tout de suite de l'Autriche un « désintéressement » complet dans cette question. Les autorités prussiennes, sentant qu'une action polonaise bien dirigée par l'Autriche pourrait gagner à celle-ci une foule de partisans dans le Royaume, résolurent avant tout de discréditer l'Autriche aux yeux des Polonais. Toutes les atrocités commises dans le Royaume furent habilement mises par les Allemands sur le compte des Autrichiens : pour effacer l'impression de la bestiale destruction de Kalisz, dans la zone d'occupation allemande on s'étendit avec complaisance sur des récits des agissements autrichiens dans le gouvernement de Lublin, au mois de septembre 1914. Le Comité suprême national galicien, soutien et guide des austrophiles dans le Royaume, fut représenté par les Allemands comme un parti juif-socialiste ; les légions galiciennes, comme des milices levées pour la défense du sémitisme en Pologne. Les officiers allemands traduisaient ouvertement les initiales de l'empereur François-Joseph, F. J. I., que les fonctionnaires autrichiens portent sur leur casquette, par « Für jüdische Interessen » (Pour l'intérêt juif). Le mot « Gott strafe England... mit der österreichischen Verwaltung » (que Dieu punisse l'Angleterre... avec l'administration autrichienne) fut colporté avec une malice joyeuse à travers Varsovie et la province. Et pour

prouver aux habitants du Royaume que la protection de l'Autriche est sans valeur, les légionnaires galiciens, combattant dans les rangs de l'armée autrichienne étaient, encore en 1915, traités par les autorités allemandes pis que des pandours.

A l'égard de l'armée autrichienne régulière, les autorités allemandes se montraient également fort jalouses ; lorsque, par exemple, le 9 août 1915, quatre jours par conséquent après la prise de Varsovie, la division de cavalerie de Presbourg, composée des quatre plus beaux régiments autrichiens, empruntée aux troupes du général Kővess, fut envoyée, par Warka vers Nowo-Minsk, pour appuyer les armées allemandes qui y combattaient, le commandement de l'armée allemande s'opposa à ce que ces régiments traversassent Varsovie, de crainte que la population, pour marquer une différence avec les Allemands, ne les accueillît par des démonstrations désagréables à la Prusse. On donna donc l'ordre à la division autrichienne d'attendre à Siekierki, aux portes mêmes de Varsovie, que le prince Léopold de Bavière vînt la passer en revue ; puis, après quelques heures de vaine attente, on lui fit contourner les faubourgs sud de Varsovie, de telle sorte que la population de la capitale de la Pologne ne vit pas un seul escadron de soldats autrichiens.

Ce n'était pas avec une moindre persistance que les autorités allemandes jetaient le discrédit sur leur allié autrichien au point de vue économique. Le caissier prussien de la gare de Piotrkow — chef-lieu de l'occupation autrichienne et quartier général du général autrichien Kővess — avec l'urbanité prussienne connue, refusait d'accepter des couronnes en paiement, mais prenait des marks et des roubles. Un voyageur qui n'avait pas d'autre monnaie que des couronnes ne pouvait obtenir de billet. Au mois de janvier 1915, la ville de Lodz fut frappée par les autorités allemandes d'une contribution de 50,000 marks pour n'avoir pas fourni des matelas à l'hôpital militaire. Cette contribution fut apportée en marks, roubles et couronnes. Le commandant de Lodz accepta les roubles et les marks, mais refusa les couronnes, bien qu'on lui eût laissé la faculté d'en fixer le cours. Il dit à ce propos : « Je vous prie de cesser ce chantage de couronnes ; si vous n'avez pas de marks, vous pouvez payer en roubles ; si vous n'avez pas de roubles, vous pouvez payer en bons, mais pas de couronnes. »

Trois heures après, effectivement, il encaissait des bons signés des fabricants de Lodz, n'admettant pas les banknotes de l'Etat allié, pour lui sans valeur. Enfin, au commencement de 1916, on dut payer en marks une partie de la solde des troupes autrichiennes combattant en Lithuanie (comme, par exemple, le XII^e corps austro-hongrois), car, ni là, ni à Varsovie, personne ne voulait accepter des couronnes.

Des machinations prussiennes de ce genre ne pouvaient avoir lieu qu'à l'égard de l'Autriche où Berlin, dans les années qui précédèrent la guerre, était parvenu à convaincre les sphères allemandes d'Autriche qu'elles pouvaient jouer dans la Monarchie le rôle de « eines Herrenvolkes » (peuple de maîtres) et écraser les autres nationalités *ad libitum*, mais toutefois en prenant uniquement appui sur Berlin et en s'opposant aux tendances des Habsbourg, visant systématiquement à la formation d'un type autrichien engénéral, par quoi l'élément allemand en Autriche n'aurait plus la possibilité de terroriser les autres peuples. Et comme la culture de ce type pan-autrichien n'avait jamais aussi bien réussi à Vienne qu'en Galicie précisément, et que de ce fait les Allemands autrichiens considéraient les Polonais comme leurs plus redoutables concurrents aux postes ministériels, on ne saurait trouver étonnant qu'ils n'aient pas voulu entendre parler d'une annexion des territoires polonais à l'Autriche et, partant, du renforcement de l'élément polonais, sous quelque forme que ce fût. Tout au contraire, leur idéal était d'expulser les Polonais de l'Autriche par la « séparation de la Galicie. »

Cet élément allemand-autrichien s'attribuant partout en Autriche le rôle de « staaterhaltend » (plus ou moins comme les Allemands russes) et conjointement déconsidérant l'Autriche dans toutes les questions, au cours de deux années de guerre, a abouti à ce que, dans la question polonaise, la catholique Autriche, envisagée jusqu'à la veille même des hostilités comme le dernier refuge du polonisme, et ayant dans le royaume de Pologne autant de partisans que la Prusse y avait d'ennemis, — cette Autriche, aujourd'hui n'entre politiquement pas en compte dans les affaires de la Pologne, a été forcée de livrer « ses » légions à la solde et au commandement de la Prusse, et, par surcroît, de renoncer à sa plus grande province, à la Galicie « séparée ».

En vérité le nouveau souverain semble comprendre que par cette voie l'antique monarchie des Habsbourg se précipite à la dissolution. Néanmoins la question polonaise, par rapport à l'Autriche, est maintenant chose réglée : l'Autriche s'en est désintéressée, sans avoir rien reçu en compensation, et pourtant elle aurait pu facilement, en posant nettement la question, recouvrer en échange la vieille province autrichienne pour laquelle Marie-Thérèse avait combattu sept ans, la Haute-Silésie. Mais, bien entendu, cela n'eût pas été avec le consentement de Berlin.



Cependant pour le reste du monde, la troisième année de la campagne a fait naître la certitude que sans une solution radicale de la question polonaise il ne pourra y avoir de paix durable en Europe. Toutefois on envisage cette solution de manière encore aujourd'hui fort diverse : La France et l'Angleterre, bien qu'elles payent en ce moment leur séculaire indifférence dans la question polonaise par la vie de millions de leurs fils, ne veulent pas comprendre que cette question est capitale, décisive en ce qui touche à la puissance de la Prusse et aux rapports de la Prusse avec la Russie. Les Italiens se sont rendu compte de l'importance de la question polonaise : ils y voient le premier des problèmes internationaux ; mais ils n'ont pas les forces nécessaires pour tirer la conséquence de cette juste vue. L'Autriche s'est déchargée du fardeau de cette question et a fait servir sa situation, tout exceptionnellement privilégiée, à satisfaire les visées égoïstes d'une camarilla qui, sur le Danube, passe pour « staatserhaltend » (piliers de l'Etat). La Russie — mais dans certaines sphères seulement — acquiert de plus en plus la conviction que sa domination sur la Pologne a été un malheur pour les deux pays, un malheur paralysant les forces russes aussi bien que polonaises au profit de la Prusse.

Par contre les Allemands ont bien saisi, et dans toute son ampleur, l'immense portée de la question polonaise, aussi ont-ils résolu de la mettre à profit comme fondement de leur nouvelle puissance, comme la source où ils puiseront de quoi couvrir leur frais de guerre, d'où découlera leur future prospérité économique, comme position stratégique enfin, d'où ils

pourront s'élançer à la conquête de l'Orient. Mais même pendant cette guerre, quoique les notes pacifiques s'échangent déjà entre le Vatican et les belligérants, l'armée polonaise formée à la hâte, ou plutôt en réalité les recrues levées dans la « libre Pologne », à l'aide d'une astucieuse organisation soi-disant nationale, doit, sous les ordres de la Prusse, dans les rangs allemands, prendre part à la lutte contre la Russie, la France et l'Angleterre, afin que lors du règlement définitif, quand sera dressée la nouvelle carte de l'Europe, la Pologne ne puisse pas être considérée comme un Etat indépendant, mais bien comme partie intégrante de l'Allemagne.

La nation polonaise a répondu par un non catégorique à la proclamation des deux empereurs invitant les Polonais à s'enrôler volontairement dans cette armée polonaise qui doit jurer fidélité à Guillaume II.

D'après la statistique, la population du royaume de Pologne (dix gouvernements seulement) est de 13,391,000 habitants, dont 1,026,000 hommes aptes au service militaire; en même temps que le manifeste de « libération de la Pologne », les puissances centrales lancèrent un appel aux Polonais les invitant à s'engager volontairement dans l'armée « polonaise » sous le commandement prussien. Le 19 novembre 1916, on envoya de Piotrkow 150 officiers et 2000 sous-officiers en qualité d'agitateurs, chargés de faire dans le pays la propagande en faveur du recrutement. Depuis ce moment, d'après les renseignements officiels, dans le royaume de Pologne tout entier, 508 hommes aptes à porter les armes se sont inscrits sur les listes d'engagements: dans ce nombre on a constaté plus tard plusieurs agents de la police prussienne!

Fait curieux et d'une piquante saveur: certaines légations russes en pays neutres (sur l'ordre secret, bien entendu, de M. Sturmer, ministre des affaires étrangères), étaient contraintes de donner le plus actif appui à l'agitation des empires centraux en faveur du recrutement d'une armée sur le territoire de la Pologne, armée qui devait combattre contre la Russie.

On sait quel a été le sort de la Légion polonaise: au cours de l'été 1917, Berlin désirant à tout prix avoir des recrues polonaises, consentit à remplacer le serment « à l'empereur Guillaume II » par une nouvelle formule « à la fraternité d'armes de l'armée polonaise avec les armées austro-allemandes et leurs

alliés ». Mais la légion refusa encore d'accepter cette rédaction ; les légionnaires originaires du royaume de Pologne furent internés dans un camp de prisonniers de guerre, près de Kalisz ; on arrêta leur commandant, Joseph Pilsudski, et on envoya les volontaires provenant de la Galicie se faire tuer, pour la liberté de la Pologne, dans les bataillons du « landsturm », autrichien, sur le front italien.

Une telle déconvenue semblait autoriser à penser que Berlin allait renoncer une fois pour toutes à ses plans de recrutement polonais à son profit.

Mais après l'expulsion des Russes de la Galicie et de la Bukovine, après la prise de Riga, après le victorieux commencement de l'offensive contre Udine, une nouvelle ardeur est venue ranimer les masses allemandes dont les abondantes récoltes en Pologne et en Roumanie ont pour le moment éloigné le spectre de la faim. A la lassitude par la guerre (Kriegsmüdigkeit) qui, au printemps, accablait de plus en plus ces masses, fait place, superficiellement tout au moins, un nouvel élan vers la lutte contre l'univers entier jusqu'à la victoire qui doit donner à la Germanie l'empire du monde.

Cependant, l'état-major allemand sait que de nos jours pour faire la guerre il faut « des hommes, encore des hommes, toujours des hommes », comme au temps de Montecuculli il fallait de « l'argent, encore de l'argent, et toujours de l'argent » ! Cependant, tandis que l'Entente possède encore de riches réserves dans ses troupes de couleur et va bientôt voir arriver les millions de soldats de l'armée américaine, ni l'Allemagne, ni l'Autriche ne peuvent compter sur de semblables ressources.

L'entrain artificiellement réveillé pour la continuation de la lutte force l'état-major allemand à essayer de résoudre la question de la création d'une armée polonaise d'une autre manière, d'autant plus que par là seraient rendues libres les divisions allemandes du front oriental, qu'on pourrait jeter sur celui du Tagliamento et de l'ouest, afin d'y terminer victorieusement la guerre.

L'affaire est des plus épineuses, car le simple bon sens démontre aux Polonais que, la révolution russe ayant réussi, ils seraient aujourd'hui complètement libres, si l'occupation allemande leur avait été épargnée. Il est difficile en effet de

trouver des arguments capables de persuader aux Polonais qu'ils doivent défendre l'Europe centrale contre cette Russie qui, elle-même, n'est pas en état de se défendre. Mais « der deutsche Professor kann alles beweisen » ; aussi cette fois n'est-ce pas au général-gouverneur von Beseler, mais bien à une argumentation professorale qu'on a eu recours pour incliner les Polonais à former une armée sous le commandement de l'Allemagne.

L'agitation a été inaugurée par un article du professeur H. Friedjung, historien autrichien connu, publié à la fin du mois de septembre dans la « Vossische Zeitung », sous le titre de : « l'Etat polonais, l'armée polonaise ». C'est le même Friedjung qui se rendit fameux naguère par les faux documents présentés au procès de Zagreb (Agram), lesquels, démasqués à temps, dévoilèrent au monde entier la mise en scène d'une scandaleuse intrigue politique. Les allégations actuelles de ce personnage trahissent la même méthode ; il écrit en effet : « Tandis que nos frères et nos fils meurent sur tous les fronts et que même la Suisse et la Hollande ont des centaines de mille hommes sous les armes, les sacrifices que les Polonais ont eu à supporter au cours de cette guerre sont minimes hors de toute proportion. » M. le professeur Friedjung sait parfaitement que dans la seule armée russe combattent depuis trois ans plus de 700,000 Polonais, que dans celles des Empires centraux au moins autant de Polonais sont forcés de se battre et de mourir pour la cause des ennemis de la Pologne. M. le professeur Friedjung ose néanmoins affirmer qu'une nation à laquelle on a pris un million et demi de ses fils pour les contraindre à se faire tuer pour ses envahisseurs, qu'un pays qui depuis trois ans est le terrain où se sont déroulées les plus vastes opérations militaires que l'on ait jamais vues, qu'un pays dépouillé par les plus impitoyables réquisitions dont l'histoire ait enregistré le souvenir, que la Pologne n'a supporté que des « sacrifices minimes hors de toute proportion ! »

Un autre professeur explique aux Polonais qu'ils doivent en toute hâte lever une armée pour combattre la Russie. C'est malheureusement un Polonais, et il parle toujours encore au nom du comité auquel la nation a dénié tout droit de la représenter, puisqu'il avait livré les légions aux gouvernements de Vienne et de Berlin. Ce politicien, comme plusieurs de ses

pareils qui appellent crime contre la Pologne la concentration des Polonais servant dans l'armée russe en unités militaires polonaises distinctes, ce professeur essaye de prouver à la nation que, sans avoir sacrifié des centaines de milliers de ses enfants à la gloire de l'Allemagne, la Pologne n'est pas à même de demander l'indépendance. De la question de la formation immédiate d'une armée polonaise, tout naturellement sous le commandement de Berlin, il fait le point cardinal du programme à réaliser par le Conseil de régence qu'on vient de créer.

C'est dans le même sens que, par une presse vénale, stipendiée par Berlin, par de louches agitateurs politiques, on vient de renouveler l'attaque contre la nation polonaise, à l'effet d'appeler la population masculine sous les drapeaux. Les facteurs qui agissent dans ce dessein semblent considérer la situation présente comme très favorable ; compteraient-ils par hasard sur quelque découragement du peuple polonais ? Tout est possible.

Le programme exposé au mois de janvier par M. Wilson, où la question polonaise figurait au premier plan, la proclamation de l'indépendance de la Pologne par le nouveau gouvernement russe, la confirmation de cette indépendance par les cabinets de Paris et de Londres ont eu pour résultat que Berlin n'a pu obtenir une seule recrue et que les légions formées par l'Autriche ont refusé de prêter le serment qu'on leur demandait.

Aujourd'hui la question polonaise sommeille en Occident. M. Asquith, parlant des buts de guerre de l'Entente, la mentionne en dernier lieu, se bornant à quelques mots sur la « solution » de cette question. Dans les milieux qui, à tout prix, veulent soumettre la Pologne aux ordres de Berlin, cette indifférence de l'Entente semble avoir fait naître l'espoir que l'Allemagne réussira enfin à se procurer encore à temps les centaines de mille recrues polonaises qu'elle désire, bref « qu'on les aura ! »

La création d'une armée polonaise sous le commandement prussien, puis la déclaration de guerre à la Russie et par conséquent à l'Entente, par le nouvel Etat polonais, serait une action qui dégraderait la question polonaise de son rôle international et mondial au rôle d'une question intérieure des

puissances centrales. Sans même prendre en considération le danger qui en résulterait pour des centaines de milliers de Polonais évacués en Russie, ce serait le moyen absolument sûr de briser à jamais tous liens d'amitié entre la Pologne et l'Entente, de priver la Pologne de la possibilité de se présenter au Congrès de paix en qualité d'Etat neutre, de la ravalier enfin au rang de facteur secondaire dans l'ensemble de la « Mittel-Europa », au rang de satellite à la merci de la Prusse. Pour atteindre ce but, Berlin serait prêt même à céder la couronne polonaise à l'empereur d'Autriche.

La situation actuelle force les Allemands à ériger un état polonais et à combler la Pologne de prétendus bienfaits, ce qui toutefois n'empêchera pas qu'après la guerre la situation du nouvel état polonais ne devienne analogue à celle de la Pologne. Tous les calculs de Berlin sont dirigés vers ce but. Mais cette tentative dangereuse et risquée du gouvernement allemand, ce chantage de former une « Pologne indépendante avec deux généraux-gouverneurs allemands », peut devenir pour l'Allemagne une catastrophe si, au moment de la conclusion de la paix, l'Entente et l'Amérique s'occupent de la question polonaise et changent cette indépendance formelle et trompeuse, offerte par l'Allemagne, en une indépendance réelle, obstacle insurmontable à une entente entre Berlin et Pétrograde.

Les Allemands eux-mêmes ont dû en définitive le reconnaître. Le prince Lichnowsky, ambassadeur de l'Empire à Londres, vient d'exposer au *Berliner Tagblatt* son opinion sur la question polonaise opinion qui est, en quelque sorte, le résumé de notre brochure « L'Allemagne et la Russie », écrite au mois de janvier 1917.

« La solution du problème polonais, dit-il, est une des « plus ardues pour les Allemands. L'intérêt commun de la « Russie et de l'Allemagne dans la question polonaise, intérêt « positif dans le maintien de l'état de possession réciproque, « et négatif dans la répression des tendances polonaises vers « l'indépendance depuis des siècles, a édifié sur des fondements « de granit l'amitié russo-allemande.

« Il est difficile de croire que l'Etat polonais renonce jamais « mais aux bouches de la Vistule, à Posen, à Gdansk (Danzig), se contente du sort qu'a dû jusqu'ici subir la Serbie, se

« résigne à rester sous la dépendance militaire et économique
« de l'Allemagne. Cet état, par contre, rendrait impossible
« l'entente indispensable de la Russie avec l'Allemagne.
« et en même temps encombrerait l'Allemagne d'un pro-
« létariat juif. L'idée de l'Etat polonais indépendant est
« devenu le projet le plus périlleux pour l'avenir de l'Alle-
« magne. La question polonaise est pour la Prusse le plus
« important problème de la guerre; aussi, l'Allemagne, dans
« son propre intérêt politique, doit-elle rejeter le dessein de
« reconstruire un Etat polonais indépendant. »

Le prince Lichnowsky, comme son nom polonais l'indique, est un renégat, et, à ce titre, comprend parfaitement la situation de son ancienne et de sa nouvelle patrie. Ambassadeur à Londres, il est loin d'être le premier profane venu en politique. Et ses conclusions sont complètement justes.

Elles le sont, non seulement pour l'Allemagne, mais aussi pour la France et l'Angleterre. Battue sur les champs de bataille de Pologne, rejetée de l'Europe centrale, la Russie est maintenant en présence du danger de se transformer d'alliée de la France en alliée déclarée de la Prusse. Mais en dehors des anciens éléments bureaucratiques et des jeunes éléments maximalistes penchant vers Berlin, il y a encore l'autre Russie, la Russie immense, avec des centaines de millions d'habitants se refusant à jouer le rôle d'ilotes de l'Allemagne, la Russie qui veut tenir les engagements contractés envers la France, continuer à vivre en étroite harmonie avec la France et l'Angleterre.

Les journaux russes qui, avant la guerre, n'admettaient même pas d'observations au sujet des Polonais, qui avaient même changé le nom du « royaume de Pologne » en « département de la Vistule », envisagent aujourd'hui la création d'une grande et souveraine Pologne comme l'unique moyen de défense de la Russie contre l'Allemagne.

Ainsi, la « Novoje Wremia » du 29 septembre, écrit : « La Russie sortira de cette guerre affaiblie et diminuée. Seulement la création d'un état polonais indépendant, ayant des frontières qui lui assureraient un fort pouvoir, peut nous protéger du danger germanique. »

Et le « Dien », du 3 octobre : « La Pologne, comme Etat absolument indépendant, sera toujours une cause d'affaiblissement et non de force pour l'Allemagne. »

Contre cette autre véritable Russie se rue cet esprit berlino-petersbourgeois des Stürmer, des Rennenkampf, des Soukhomlinow et des Raspoutine, qui, pour rendre dociles aux volontés de Berlin les innombrables masses populaires russes, doit, une fois pour toutes, écarter la barrière séparant la Russie de l'Allemagne, la Pologne.

Ces sphères ont pour idéal une paix séparée entre Berlin et Petrograd, paix que viendrait bientôt sceller une alliance solide. Alors l'Allemagne, ayant à sa disposition toutes les matières premières dont l'industrie allemande a besoin, non seulement n'aurait rien à redouter d'un boycottage économique, mais pourrait au contraire en menacer l'univers. Ayant reçu de la Russie les titres des dettes de cette dernière à la France, elle acquerrait ainsi une formidable contribution de guerre et en même temps ruinerait la France pour longtemps si ce n'est pour toujours. Enfin, dans la prochaine guerre, en poussant contre l'Europe occidentale des millions de soldats russes sous le commandement d'officiers prussiens, elle ne leur permettrait pas de discuter et de fuir, comme ils l'ont fait à Riga et à Tarnopol.

Aussi longtemps que les destinées de l'Allemagne seront dirigées par la Prusse, à la guerre ne succédera qu'une brève interruption de la destruction mutuelle des peuples de l'Europe. Le ministre de la guerre, General von Stein, exige de nouveaux crédits pour augmenter le nombre des écoles des cadets ! La nation allemande affirme aujourd'hui qu'elle a été attaquée, et en proclamant, le 5 novembre 1916, la dérisoire caricature d'une Pologne libre, elle a osé affirmer devant le monde que c'est elle — et non l'entente — qui est le défenseur des peuples opprimés. Mais la nation allemande oublie que, avant la guerre, c'est elle qui la première en Europe a fait usage à l'égard de ses propres ressortissants polonais posnaniens de cette inique loi d'expropriation, rendant toute vie commune insoutenable.

L'Allemagne, opulente, comblée de biens par l'exploitation du monde entier, en pleine paix, n'a pas hésité à attenter à un droit sacré chez tous les peuples civilisés, à celui de la propriété ; et quelques années après, au mépris des traités assurant la neutralité de la Belgique, elle viole cette neutralité et donne pour excuse : « Not kennt kein Gebot (la détresse ne connaît

pas de loi») Mais ce «Not» ne viendra en Allemagne dans toute sa plénitude qu'après la guerre. Et sans un changement du système gouvernemental, cette Allemagne affamée, réduite, boycottée, haïe de tous, respecterait les traités de paix qu'elle aura été contrainte de signer pour mettre temporairement fin à cette guerre? Allons donc!

Ce serait un enfantillage de conclure des traités avec un système pour lequel le pillage et le vol sont des dogmes et des devoirs, qui a substitué des prescriptions élaborées par l'état-major au sentiment individuel du droit et de l'équité, qui a gangrené le moral d'une nation entière. Lorsqu'elle sera délivrée de ce système basé sur l'hégémonie prussienne, la nation allemande pourra prétendre à entrer dans la société des nations.

Et cette hégémonie, cette prépondérance de la Prusse est incompatible avec une Pologne libre; si l'on reconnaît la Pologne souveraine, ne fût-ce qu'en une étroite mesure, les droits de la Prusse sur Dantzig, Posen, les houillères de la Silésie, sont mis en question. Et sans ces provinces, sans ces mines, la Prusse perd sa base: le terrain se dérobe sous ses pieds. La guerre présente aura pour résultat, ou bien une grande Prusse, ou bien une grande Pologne. Monsieur Lichnowsky l'a fort bien compris.

L'entente russo-allemande serait pour l'Europe occidentale une calamité; elle creuserait la tombe de tous les peuples non allemands. La chute des Romanoff n'a pas annihilé ce danger. Ce n'est pas ici le lieu de montrer la voie où l'Europe occidentale doit s'engager pour éviter ce désastre. Il suffira en finissant de répéter les paroles du prince Lichnowsky: «**Une Pologne forte et indépendante de l'Allemagne serait le plus grand empêchement à une entente russo-allemande, entente qui pour la France et l'Angleterre constituerait un péril mortel.**»

Toute l'importance de cette phrase repose sur les mots «forte et indépendante de l'Allemagne».

Il est facile maintenant aux adversaires de l'Allemagne de voir où ils doivent chercher à faire obstacle à cette attente: *Sapienti sat.*

Genève, octobre 1917.







43760 /
2